



Mémoire
Présenté par
ADIDJATOU
KOUPRA

UNIVERSITE DE NGAOUNDERE
THE UNIVERSITY OF NGAOUNDERE
Faculté des Arts, Lettres et Sciences
Humaines
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

**La mobilité sociale au Nord-Cameroun.
Facteurs, itinéraires et évolution
(1905-2005). Approche socio-historique**

Année académique :
2005-2006

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

UNIVERSITE DE NGAOUNDERE
THE UNIVERSITY OF NGAOUNDERE

Faculté des Arts, Lettres et Sciences
Humaines



*Faculty of Arts, Letters and
Social Sciences*

DEPARTEMENT D'HISTOIRE
DEPARTMENT OF HISTORY

**La mobilité sociale au Nord-Cameroun. Facteurs,
itinéraires et évolution (1905-2005). Approche socio-
historique**

**Mémoire présenté en vue de l'obtention du Diplôme d'Etudes
Approfondies (D.E.A) d'Histoire**

Par

ADIDJATOU KOUpra
Titulaire d'une Maîtrise de Sociologie

Sous la direction de

Saïbou Issa
Maître de conférences

Année académique 2005-2006

Ce mémoire a bénéficié des petites subventions pour la rédaction des mémoires
et thèses du Conseil pour le Développement de la recherche en Sciences
Sociales en Afrique (CODESRIA)

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

Sommaire

	Page
Sommaire	ii
Dédicace.....	iii
Remerciements.....	iv
Carte de localisation.....	v
Première partie : projet de thèse.....	1
I-Cadre théorique et conceptuel.....	2
II-Raison du choix du sujet.....	7
III-Délimitation spatiale et chronologique.....	8
IV-Revue de la littérature.....	8
V-Problématique.....	11
VI-Hypothèse.....	11
VII-Objectifs.....	11
VIII-Méthodologie.....	12
IX-Résultat attendu.....	13
X-Portée du sujet.....	14
XI-Plan provisoire.....	15
XII-Bibliographie indicative.....	17
XIII-Chronogramme.....	25
Deuxième partie : aspect développé.....	26
Bibliographie.....	56

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEDICACE

A

Moctar Mohamadou

Mohamadou Kabir

Remerciements

La réalisation de ce mémoire n'a été possible qu'avec le soutien de plusieurs personnes auxquelles j'exprime ma reconnaissance.

Je remercie tout d'abord le Pr. Saibou Issa pour avoir accepté de guider mes pas dans la recherche en histoire et pour l'intérêt qu'il a accordé à ce travail. Ses conseils et critiques m'ont permis de corriger des erreurs préjudiciables à ce travail.

J'exprime ma profonde gratitude au Pr. Hamadou Adama pour les documents mis à ma disposition.

Une reconnaissance particulière va à l'endroit de mon époux Moctar Mohamadou, sans qui, sans doute je n'aurais pas pu poursuivre mes études. Merci du fond du cœur pour le soutien matériel, financier et moral.

Je témoigne ma gratitude à Ousmanou Adama et Mal Hourso Yaya pour leurs conseils constructifs.

Merci à mes frères Mohamadou Bassirou, Mohamadou Laminou, Mohamadou Abbo pour la documentation et pour les informations qui ont été utiles dans ce travail. Je dis également merci à ma sœur Aminatou qui a servi très souvent et admirablement de lien entre le département d'Histoire et moi.

Je tiens à remercier mes camarades de classe, je pense surtout à Massiké Martial, Hassimi Sambo, Tanlaka, Djanabou Bakari, Abdoulkarim Sadou et tous les autres dont je n'ai pas pu citer ici. Merci de m'avoir accueilli dans ma toute nouvelle filière.

Merci à mes amis Aliou Djafarou et Hadidjatou Yaro Garba et Ekouma Epanda Nadine

Ma reconnaissance va à l'endroit de mes informateurs et tous ceux qui, de près ou de loin ont participé à la réalisation de ce mémoire.

J'exprime ma gratitude au Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) qui a bien voulu subventionner cette recherche à travers son programme pour la rédaction des mémoires et thèses.

RESUME DU MEMOIRE

Il est question dans ce travail de la mobilité sociale au Nord-Cameroun. L'étude se présente en deux parties distinctes conformément aux exigences académiques de notre université, c'est-à-dire une partie qui porte sur le projet de thèse et une autre sur un aspect développé de la thèse.

La première partie est un projet de thèse de doctorat en Histoire dont le sujet est *La mobilité sociale au Nord-Cameroun. Facteurs, itinéraires et évolution (1905-2005). Approche socio-historique*. Elle revient sur notre sujet de recherche en insistant sur son approche théorique et méthodologique. Le projet se propose d'étudier les facteurs, les itinéraires et l'évolution de la mobilité sociale au Nord-Cameroun dans une approche socio-historique. Il s'agit de montrer comment l'évolution politique, l'accès aux ressources économiques et l'école occidentale notamment, ont déterminé l'éclosion sociale des personnes dont l'origine ou le milieu de départ ne prédisposaient pas à la réussite. L'étude voudrait également étudier la réussite sociale à travers ses représentations sociales, ses manifestations et sa publicité. L'usage de la méthode sociologique et celle de l'histoire comme méthodologie de recherche vise à montrer la complémentarité de ces deux disciplines dans l'étude de la mobilité sociale.

La deuxième partie quant à elle s'intéresse à un chapitre de notre thèse. Il s'agit du chapitre introductif intitulé « Sociétés et stratifications sociales au Nord-Cameroun. Le Nord-Cameroun a connu une implantation des populations à plusieurs phases et par plusieurs groupes. Il présente également des sociétés structurées de façon différente d'une ethnie à une autre. Ce travail soutient que les sociétés segmentaires, considérées comme sociétés égalitaires, établissent les distinctions entre leurs membres, distinctions liées à l'organisation socio-politique, au sexe et à l'âge, à la religion ou à l'ethnie. De ces distinctions se dégage une stratification qui fait des rapports sociaux des rapports de classe. Ainsi, avons-nous, les « maîtres » et les « esclaves » d'une part, les « gens du prince » et les « gens de rien » d'autre part. Toutefois, ces rapports sociaux se sont détendus avec l'indépendance du Cameroun.

PREMIERE PARTIE : PROJET DE THESE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- Approche théorique et conceptuelle

Depuis la fin du XIXe siècle, on assiste à une évolution des structures sociales, économiques et politiques au Nord-Cameroun. Successivement la conquête peule, la colonisation européenne, l'indépendance et l'ouverture démocratique dans les années 1990 ont transformé chacune à sa manière la vie des groupes sociaux au Nord-Cameroun. En effet, à l'observation des stratifications sociales, on constate l'aspiration des populations à la réussite sociale et donc à la mobilité ascendante. Autrement dit, on assiste à des mutations socio-économiques entraînant avec elles la volonté de réussir socialement, indépendamment de l'origine sociale, tant sur le plan local que national et souvent international.

En outre, de l'implantation de l'école au Nord-Cameroun en 1905 à nos jours, l'école est apparue comme un itinéraire indéniable de réussite pour la plupart des groupes sociaux qui, pendant plus de deux siècles, ont subi la domination peule. Les rapports sociaux, empreints de la domination islamo-peule, les enfants des *maccube* ou des *haabe* ont été les premiers à être envoyés à l'école occidentale, car les Foulbé voyaient en l'école la volonté coloniale de convertir leurs enfants à la religion chrétienne. Ce rejet de l'école par la classe dominante favorise la naissance de nouvelles élites formées par les personnes scolarisées d'origine roturière. Ce qui permet à Thierno Bah et Taguem Fah de dire que « l'école coloniale a établi un clivage entre les leaders traditionnels et les leaders modernes. Ces derniers étaient considérés comme des rivaux qui cherchaient à limiter l'autorité des premiers en se posant comme une nouvelle force politique » [Bah et Taguem, 1993 :116]

C'est ainsi que pendant la période post-coloniale, les conflits de pouvoirs naissent entre *kirdi* et islamo-peuls. Et en 1990, le Cameroun connut une évolution politique significative avec l'ouverture démocratique. En effet plusieurs alliances politiques se formèrent et la politique apparut comme une trajectoire et même un facteur de mobilité, causant ainsi le renversement de certaines élites et la naissance d'autres au Nord-Cameroun

Par ailleurs, la crise économique qui frappa le Cameroun à la fin des années 1980 eut des conséquences sur le Nord-Cameroun. Il s'en est suivi une incapacité de l'Etat d'absorber les diplômés dans la fonction publique. Et en 1993, la suppression des bourses universitaires ralentit considérablement la scolarisation et les jeunes se tournèrent vers des activités économiques telles que le commerce, le transport et l'industrie pour une éventuelle promotion sociale.

1- Approche conceptuelle

Le concept de mobilité sociale nécessite une clarification. Madeleine Grawitz reprenant Sorokin définit la mobilité sociale comme « tout déplacement d'un individu, d'un objet, d'une valeur sociale d'un groupe d'une position sociale à une autre ». Pour elle, Sorokin est le premier à avoir étudié et élaboré une théorie de la mobilité sociale en 1927 avec le *Social mobility*. En effet dans cet ouvrage, il décrit la mobilité sociale comme un phénomène structurel qui résulte du fonctionnement d' « agences » qui ont elles-mêmes pour objet de répondre à une demande sociétale déterminée par la structure (et son évolution) des positions à pourvoir [Grawitz, 2000 : 279]

Pour Lipset et Zetterberg cités par Charles-Henry Cuin, la mobilité sociale est le résultat de deux processus. Le premier est relatif à l'«offre des statuts vacants» et consécutif aux facteurs structurels spécifiques qui créent des disponibilités statutaires propres à engendrer des mouvements individuels. Le second est l'«échange entre positions » relatif à la capacité dont disposent les membres des différentes strates sociales d'entrer en libre compétition pour l'accès aux différents statuts.

Charles-Henri Cuin définit la mobilité sociale selon Blau comme « le processus par lequel les structures sociales s'ajustent à des conditions changeantes en changeant elles-mêmes, attendu que le changement structurel (...) implique que la distribution des individus dans les positions sociales est altérée, typiquement comme résultat des mouvements individuels entre positions » [Cuin, 1993 :10]

Parlant de mobilité sociale, Dominique Merllié dit qu'il y a un conflit entre une idéologie « égalitaire » ou « méritocratique » qui accepte l'inégalité des positions sociales en contrepartie d'un libre accès à ces positions fondées sur le « mérite personnel », et la contre –idéologie traditionaliste qui défend les « privilèges » sociaux comme l'expression nécessaire d'une loi naturelle et donc une théorie anthroposociologique. [Merllié, 1994 : 42] On retrouve cette idéologie traditionaliste au Nord-Cameroun avant 1977. Cette date marque le début du déclassement des autorités traditionnelles qui verront leur pouvoir réduit peu à peu, ouvrant ainsi l'accès à tous à des positions sociales élevées.

Le rôle de l'école dans la mobilité sociale est au centre du débat français sur le phénomène. Il existe deux approches à cet effet : celle de Pierre Bourdieu et celle de Raymond Boudon. Pour le premier, l'école est un facteur de reproduction sociale. Selon lui, la famille et le milieu social concourent à cette reproduction que l'école exerce. La famille mobilise en faveur de ses enfants différents types de capacités que l'école favorisera selon un mécanisme de sélection. La thèse de Raymond Boudon quant à elle stipule que l'école est méritocratique. Cependant, il existe une inégalité des chances qui s'explique par le comportement des familles. Par exemple, on abandonnera plus souvent une filière qui offre plus de chance de promotion sociale parce qu'elle coûte plus cher et il existe aussi un phénomène de dominance qui fait que les meilleures positions sociales sont occupées par les enfants issus des milieux déjà favorisés. L'inégalité des chances à l'école est doublée par le jeu du capital social qui accroît le rendement social du diplôme. [Boudon, 1993 :44]

Les travaux ci-dessus n'expliquent pas la mobilité sociale dans les sociétés africaines. L'Afrique ne dispose pas des mêmes structures que les sociétés occidentales mais elle tend à suivre la même évolution avec ses réappropriations. Il y a là une dimension constructiviste de la mobilité sociale en Afrique. C'est pour cette raison que nous observerons le phénomène de la mobilité sociale en Afrique, toutefois celui-ci a ses caractéristiques propres. Dans le cadre de notre étude, le concept de mobilité sociale désigne toute évolution des statuts sociaux, de positions sociales, tout changement de mentalité et de valeurs sociales des groupes sociaux du Nord-Cameroun.

Il existe plusieurs types de mobilité sociale, parmi elles la mobilité verticale. Celle-ci peut être ascendante ou descendante. Cela signifie un changement de grade, de valeur, de position dans une société hiérarchisée. Dans le premier cas, l'individu part d'une position à une autre supérieure, tandis que dans le second c'est le mouvement inverse. On parle alors de déclassement qui, malgré sa connotation négative, désigne mieux les élites vaincues par les armes ou par la perte du capital symbolique [Brelot, 2000 :4]. La mobilité sociale peut aussi être horizontale, c'est-à-dire qu'il y a changement de position sans promotion.

La mobilité est aussi et surtout intergénérationnelle, c'est-à-dire qu'il existe une différence entre les positions sociales des pères et des fils. C'est cette forme de mobilité qui nous intéresse dans ce travail. Pour comprendre la mobilité

intergénérationnelle, il faudrait préalablement expliquer le terme génération. La génération est définie comme une catégorie de personnes appartenant au même moment de la chronologie événementielle de l'histoire ou comme un ensemble de personnes appartenant à un même groupe d'âge.[Encyclopédie Encarta 2004] Pour Attias-Donfut [1988], la notion de génération ne se définit que par rapport à un contexte qui lui donne un sens : elle ne peut être comprise que si elle s'inscrit dans un projet théorique dont elle tire sa signification. L'auteur cite Ferrari, dont la loi des générations est fondée sur l'observation des changements politiques, de tout changement philosophique, scientifique, littéraire, artistique dans un même mouvement historique. [Attias-Donfut, 1988 :57]

Selon Manheim [1972], le problème de génération est essentiel pour comprendre le changement social puisqu'il relève de la recherche des processus sociaux et des interactions sociales qui structurent un phénomène car, les comportements changent à travers l'enchaînement successif des générations. Plusieurs historiens font usage de la notion de génération, au rang de ceux-ci Marc Bloch, qui dans sa recherche d'une nomenclature et malgré des réserves nuancées se réfère à cette notion. [Bloch, 1974 :150-151]

Le Nord-Cameroun retient également notre attention dans cette approche conceptuelle, non pas pour le définir mais pour décrire les stéréotypes qui l'entourent. Plusieurs études sur cette partie du pays la décrivent comme une société conservatrice et peu ouverte au changement. Ces études dans leur majorité sont caractérisées par ce que Champagne et Lenoir appellent « le biais de l'institutionnalisation » et « l'imposition problématique ». Le premier est expliqué par Lenoir comme la conséquence du poids des institutions sur les faits sociaux à travers la définition qu'elles en donnent en les classant d'un point de vue moral ou juridique, comme « problème social ». Cette définition a tendance à s'imposer sur les consciences individuelles. Aussi s'il manque de vigilance, le chercheur se laisse abuser et finit par biaiser son étude. [Champagne & Lenoir et al, 1989 :89]

« L'imposition problématique » quant à elle, provient des représentations collectives que le même milieu produit : « une fois constituée, elles deviennent des réalisations partiellement autonomes agissant sur la réalité par l'action d'explication, de formation et d'information inhérente à toute forme de représentation » [Champagne & Lenoir et al, 1989 :70-71] Ces deux obstacles épistémologiques

contribuent à considérer les sociétés septentrionales comme conservatrices aux mœurs solides, tendent à faire oublier que les structures sociales y ont évolué et renforcent l'ignorance de la société nord-camerounaise. Le Nord-Cameroun s'est inséré dans le processus démocratique et par conséquent a aboli l'existence de plusieurs classes sociales. Ce changement structurel et social à travers les générations traduit la mobilité sociale effective dans cette région et mérite plus d'attention de la part des chercheurs.

2- Approche théorique

L'étude que nous comptons mener s'inscrit dans l'histoire économique et sociale dans une perspective d'interdisciplinarité entre histoire et sociologie. L'historiographie africaine fait peu mention du champ de la mobilité sociale qui, pendant longtemps, fut la chasse gardée des historiens et sociologues occidentaux. Ce n'est que tout récemment qu'il a commencé à intéresser les chercheurs africains. On peut attribuer ce soudain intérêt pour ce domaine de recherche aux appels à communication venant de diverses institutions de par le monde en rapport avec les thèmes de réussite sociale, des itinéraires d'accumulation (qui sont des thèmes étroitement liés à la mobilité sociale ascendante). Ce champ d'études fait appel aux historiens grâce à son interdisciplinarité. Les sociologues vont constater la nécessité d'aborder la mobilité sociale dans une perspective historique et intergénérationnelle [Santelli, 2001 :12] puisqu'on ne peut étudier l'évolution d'un individu que par rapport à son origine sociale qui est déterminée par sa descendance. La sociologie est une discipline historique comme le soutient Jean Claude Passeron en ces termes :

Même quand la sociologie prend ses distances avec l'histoire, puisqu'elle ne peut oublier qu'elle est, comme l'histoire, sinon une discipline du récit, du moins une discipline qui ne dit quelque chose d'«intéressant» qu'en tant qu'elle apporte des connaissances sur la manière dont sont tissées les co-occurrences ou les successions de phénomènes historiques. La sociologie est comme toutes les autres sciences sociales (même les plus spécialisées, qui l'oublie encore plus facilement qu'elle au bénéfice d'un savoir autonomisé de tout contexte ou de modèles qu'elles croient trop facilement trans-historiques) une *discipline historique* » [Passeron, 1991]

C'est dans cette perspective d'interdisciplinarité que s'inscrit ce travail. C'est pour cette raison que nous avons recours à ce que plusieurs théoriciens ont appelé *historical sociology* car pour eux, une sociologie qui décrit et explique en

même temps est une sociologie historique. La sociologie historique n'est pas un champ de la sociologie ni celui de l'histoire mais une approche, une méthode d'appréhension des faits et phénomènes sociaux, une façon d'étudier la réalité sociale en se référant au temps.

Il importe donc d'appréhender le phénomène de mobilité sociale dans la longue durée si on tient à produire un travail fiable. La théorie de la sociologie historique fait partie des théories de l'histoire sociale au même titre que l'Ecole des Annales, l'histoire quantitative, l'histoire marxiste ou le *gender history*. Elle se démarque par quatre principales caractéristiques définies par Skocpol et mentionnées par Anna Green et Kathleen Troup en parlant des études de *historical sociology* :

- 1- *They ask question about social structures or processes understood to be concretely situated in time and space;*
- 2- *They address process over time, and take temporal sequences seriously in accounting for outcomes;*
- 3- *They mostly attend to the interplay of meaningful actions and structural contexts, in order to make sense of the unfolding of unintended as well as intended outcomes in individual lives and social transformations;*
- 4- *They highlight the particular and varying features of specific kinds of social structures and patterns of change [Troup and Green, 19991:110]*

Cette théorie peut s'appliquer à l'étude de mobilité sociale, puisque tout changement de position sociale suppose une évolution des structures, autrement on parlerait de société statique. Le changement social visible au Nord-Cameroun est le résultat de la transformation dans la longue durée des structures traditionnelles en structures modernes.

II- Raisons du choix du sujet

1. La mobilité sociale constitue un pan de l'histoire encore mal connu ou peu connu au Cameroun, alors qu'elle se prête à une infinité de questionnements. Nous estimons de ce fait qu'elle mérite d'être étudiée de façon scientifique.

2. Le silence et la méconnaissance qui entourent les parcours des populations d'origine « servile » ont tendance à faire oublier qu'ils sont la résultante

d'une histoire qui mérite d'être rappelée et assumée que ce soit à un niveau collectif ou individuel.

3. La mobilité sociale a longtemps été abordée dans son immédiateté, sans perspective historique ou intergénérationnelle, or selon Santelli, pour comprendre les itinéraires sociaux des individus, il faut les analyser dans une perspective longitudinale et biographique [Santelli, 1998 :12]

4. La quatrième raison est personnelle. Possédant un background sociologique, nous avons toujours été fascinée par les problématiques de mobilité sociale. Cependant dans nos différentes tentatives de compréhension du phénomène, nous avons constaté que l'aborder de façon sociologique seule limiterait les réponses à nos interrogations, d'où notre désir de tenter une approche socio-historique.

III- Délimitation spatiale et chronologique

Le présent travail a pour cadre géographique le Nord-Cameroun. Il regroupe actuellement les trois provinces septentrionales du Cameroun qui sont l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême- Nord. L'étude s'étend de 1905 à 2005. La première borne chronologique, 1905, marque un tournant décisif dans le changement des structures au Nord-Cameroun avec l'implantation de la première école occidentale. Notre travail étant surtout intergénérationnelle, l'année 2005 répond plus au souci d'étendre l'étude sur quatre générations à partir de 1905, qu'à un fait d'une quelconque importance. En effet avec quatre générations, il est possible d'effectuer une étude de mobilité intergénérationnelle, car parmi elles nous retrouvons les arrière-petit-fils, les petits-fils, les fils et les pères. Ces générations n'ont pas tous connu le même parcours ni les mêmes structures pour leurs positions sociales différentes.

IV- Revue de la littérature

L'historiographie africaine en général et camerounaise en particulier s'est très peu intéressée à l'histoire de la mobilité sociale. Cependant on peut citer quelques auteurs (Azarya, 1978), (Boutrais, 1979 et 1984), (Burnham, 1994) qui se sont penchés sur le processus de transformation du Nord-Cameroun à travers

l'affaiblissement des anciennes sources de pouvoir des élites musulmanes tels les ressources économiques, le contrôle politique et la détention du savoir religieux.

Ainsi, Jean-François Bayart [1989] place l'ethnicité au cœur des stratifications sociales et donc de la mobilité sociale. L'ethnicité est un produit de l'habitus et de la course à l'accumulation. Il prend l'exemple du Cameroun, sous le régime d'Ahmadou Ahidjo pour illustrer la domination d'un groupe ethnique, sur d'autres par le pouvoir politique, les Foulbés notamment.[Bayart, 1989 : 84] Pour lui, la communauté ethnique est non seulement le chenal par lequel la redistribution est revendiquée mais aussi un instrument d'accumulation puisque celle-ci se fait à partir des réseaux transethniques. C'est la logique à suivre quand on veut s'assurer de gravir les échelles sociales et de rester au pouvoir pour longtemps. L'auteur, bien qu'ayant analysé le rôle de l'ethnie dans la promotion sociale, ne nous éclaire pas davantage sur les facteurs de mobilité sociale tels que l'école occidentale, la politique, la colonisation et l'Islam.

Dans l'ouvrage dirigé par Peter Geschiere et Piet Konings [1993], les contributeurs retracent les modes d'accumulation des différents groupes ethniques du Cameroun. L'accent est surtout mis sur la construction du capital économique. Ces travaux ne vont pas au-delà de l'économique, c'est-à-dire qu'ils ne montrent pas l'impact du capital économique sur l'individu qui le possède. Par ailleurs, le capital social et le capital politique n'y sont pas abordés comme trajectoires de promotion sociale et d'accumulation.

Taguem Fah (1997) a fait mention de l'ascension sociale de la jeune génération de musulmans au Nord-Cameroun. Il s'est intéressé aux élites musulmanes, c'est-à-dire la « jeune génération des musulmans qui a eu sa promotion sociale en dehors du cadre traditionnel et des canaux classiques » [Taguem, 1997 :6]. Il montre que l'ascension sociale est réservée aux personnes appartenant au système de valeur que représente l'Islam. Bien que ce travail traite de L'Islam comme facteur de mobilité sociale, les autres facteurs de mobilité sociale n'ont pas été étudiés.

Mahmoudou Djingui [2004] a étudié l'évolution des statuts au Nord-Cameroun à travers la modernité qui se vit chez les Peuls de Ngaoundéré. L'apport de son travail est important pour nous dans la mesure où non seulement il parle du changement social dans la société peule, mais aussi et surtout il ressort la trajectoire

de réussite sociale d'une certaine élite. Toutefois, son étude ne fait pas mention des facteurs de mobilité sociale et elle se limite à un seul groupe comme l'impose l'approche anthropologique.

Des biographies des acteurs de l'histoire du Nord-Cameroun ont été réalisées. Toutes ces biographies retracent le parcours des individus particuliers par rapport à leur action dans la construction de l'histoire locale. Que ce soit celle de Vroumsia Tchinye [Nigaina : 2004] Abdoul Bagui Mohamadou [Yaouba : 1998] ou Jean Ndoumbé Oumar [Sojip & Nizesété : 1998], toutes fournissent des données considérables sur les réussites inattendues de certains individus. Mais ces travaux ne se sont pas attardés sur les facteurs de l'éclosion sociale de ces acteurs.

Dans un article portant sur les femmes de Ngaoundéré, Lisbet Holtedahl revient sur l'éducation, l'économie et l'idéal de vie des femmes. Elle a abordé les moyens d'accumulation qui sont ouverts aux femmes, les problèmes et les choix auxquels elles doivent faire face. Elle considère l'école comme une clef des récentes transformations. (Holtedahl, 1993). Concernant toujours la femme, Ada Djabou consacre son étude sur le rôle politique de la femme au Nord Cameroun. Elle met un accent particulier sur le parcours politique des femmes dans les sociétés traditionnelles et l'amélioration du statut de la femme par sa participation à la vie publique. (Ada Djabou, 2005) Ces deux travaux sont complémentaires au nôtre, car notre objectif est de ressortir l'amélioration des statuts sociaux au Nord-Cameroun.

Maimounatou dans son mémoire portant sur le tremplin politique de Ahmadou Ahidjo montre comment les amis et l'entourage de ce dernier ont connu une promotion sociale de par leur statut. Bien qu'elle ressorte la politique comme itinéraire de promotion sociale, son travail s'intéresse aux prébendes politiques et n'étudie pas spécifiquement la mobilité sociale. [Maimounatou 2004]

En sociologie les thèses sur la mobilité sociale s'intéressent à l'histoire de la réussite sociale, en histoire, notamment en histoire sociale, elles visent l'histoire des élites, des vainqueurs. Si l'historiographie occidentale est riche des travaux sur l'ascension sociale, ce n'est que tout récemment qu'elle a mis en chantier l'histoire des conflits, des échecs, du déclassement, pour ainsi réduire la dissymétrie entre les deux versants de la mobilité sociale. [Brelot, 2000 : introduction]. Que ce soit les biographies, les modes d'accumulation, la naissance des élites ou encore la domination peule, les travaux sus cités sont des thèmes mentionnés dans d'autres

problématiques qui ne concernent pas de façon spécifique la mobilité sociale. Ceci confirme la pauvreté de l'historiographie camerounaise sur cette question ; d'où le caractère relativement pionnier de notre travail qui est novateur dans son approche thématique et dans sa démarche méthodologique.

V- Problématique

La quasi abolition de la classe servile, la naissance des « nouveaux riches », Les écarts de statuts et les disparités observées en matière d'éducation entre les générations actuelles et celles antérieures attestent d'une évolution des structures et des statuts sociaux au Nord-Cameroun. Le présent travail se propose d'étudier les facteurs, les itinéraires et l'évolution de la mobilité sociale au Nord-Cameroun de 1905 à 2005 dans une approche historico-sociologique. Il s'agit de montrer comment l'évolution politique, l'accès aux ressources économiques et l'école occidentale notamment, ont certes favorisé la reproduction des classes, mais aussi et surtout déterminé l'éclosion sociale des personnes dont l'origine ou le milieu de départ ne prédisposaient pas à la réussite.

VI- Hypothèse

Si dans les sociétés occidentales l'industrialisation aura joué un rôle important dans l'émergence des nouvelles élites, en Afrique et au Cameroun en particulier, la colonisation, l'indépendance et la démocratisation des sociétés auront joué un rôle prépondérant dans la mobilité sociale.

VII- Objectifs

Les objectifs assignés à ce projet sont multiples. L'étude vise entre autres objectif à :

- Identifier les différentes classes sociales et ressortir leur évolution au fil de temps, car certainement il y a une évolution des mentalités qui s'accompagne d'une modification des structures sociales, politiques et économiques et qui influence considérablement la stratification sociale au Nord-Cameroun

- Déterminer les facteurs de mobilité sociale en dégagant le rôle fondamental de l'implantation de l'école, les mutations imposées par le colonisateur, l'ouverture démocratique et les engagements et alliances politiques qui s'en sont suivis, l'ouverture économique et les échanges commerciaux qu'ils ont entraînés non seulement avec les pays frontaliers (Nigeria, Tchad, et République Centrafricaine) mais aussi et surtout avec les pays asiatiques.

- Retracer les itinéraires de mobilité sociale empruntés par des personnes qui ont eu un parcours remarquable, en déterminant le rôle des différents capitaux : économique, social et politique dans la quête de leur nouvelle position sociale.

- Ressortir les différences dans les trajectoires empruntées par les hommes comme par les femmes à travers l'aspect genre et mobilité.

- Déterminer les critères et les manifestations de réussite sociale à travers une étude de la perception et de la représentation de la réussite sociale chez les différentes populations du Nord-Cameroun.

- Définir une théorie africaniste de la mobilité sociale

VIII- Méthodologie

Dans la tentative d'une approche socio-historique et dans le but de ressortir l'interdisciplinarité entre histoire et sociologie en ce qui concerne le phénomène de mobilité sociale, nous adopterons des méthodes communes aux deux sciences que ce soit dans la collecte des données ou dans l'analyse de celles-ci .

Nous aurons recours aux sources bibliographiques. La consultation des travaux sur la mobilité sociale et sur le Nord-Cameroun en général nous permettra de saisir notre objet d'étude dans son aspect théorique. Les travaux qui traitent du changement social, de la stratification sociale, de l'évolution des mentalités et des itinéraires d'accumulation retiendront notre attention pour la revue de la littérature. Nous nous intéressons également aux ouvrages publiés, aux mémoires et thèses sur le Nord-Cameroun qui se rapportent à ces différents thèmes. Les monographies des différents groupes ethniques seront d'un apport inestimable quant à la représentation sociale de la réussite sociale.

Pour cette étape de notre projet, nous nous rendrons dans les différentes bibliothèques du pays, notamment celles des universités de Yaoundé et de Ngaoundéré, celles des Centres Culturels Français de Yaoundé, Douala et Garoua, les bibliothèques pilotes de Ngaoundéré, Garoua et Maroua et celle du programme Ngaoundéré-Anthropos. Les données des Archives Nationales de Yaoundé, celles des différents ministères et celles des lamidats nous serviront également. Nous visiterons des sites Internet toujours à la recherche du maximum d'informations sur notre objet d'étude.

Nous aurons également recours aux sources orales à travers l'entretien biographique. Il permet de saisir la diversité et la complexité des trajectoires à travers les générations. A cet effet, un guide d'entretien, axé sur les différents parcours des enquêtés, de leurs parents et grands-parents, sera élaboré. Il nous permettra de rassembler des données considérables pour une approche intergénérationnelle des statuts sociaux et des positions sociales.

Dans le souci de souligner le rôle important du sujet dans la production de l'histoire sociale, la méthode constructiviste sera utilisée à travers l'ethnométhodologie. Celle-ci, grâce aux récits de vie, permettra de comprendre les mobilités individuelles. Le structuralisme constructiviste sera également mis à profit en plus des méthodes telles les analyses qualitative, quantitative et systémique.

La socio-histoire nous servira de grille d'analyse. La socio-histoire est apparue il y a une quinzaine d'années. Elle a surtout été utilisée jusqu'ici comme un label pour désigner des travaux qui se placent au carrefour de l'histoire et de la sociologie. Pour Gérard Noiriel, « la sociohistoire s'intéresse particulièrement à la genèse des phénomènes qu'elle étudie. Le socio-historien veut mettre en lumière l'historicité du monde dans lequel nous vivons pour mieux comprendre comment le passé pèse sur le présent » [Noiriel, 2006 : 4].

IX - Résultat attendu

Au terme de cette étude, il sera montré que la mobilité sociale au Nord-Cameroun a connu une évolution bien particulière. D'une réussite sociale réservée à une catégorie sociale déterminée, on parviendra au fil de temps à un libre accès aux différents statuts et à une juste récompense du mérite personnel réservée à tous.

X- Portée du projet

Les résultats de cette recherche s'ajouteront à ceux des autres chercheurs dans le domaine de la mobilité sociale et celui de l'histoire sociale du Cameroun. Ils fourniront de données originales et utiles à ceux qui s'intéresseront à l'évolution des statuts sociaux et la transformation du Nord-Cameroun. Cette étude intéressera aussi bien les historiens que les sociologues de par son inscription dans les deux sciences.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

XI- Plan provisoire

Introduction générale

Première partie : Facteurs et itinéraires de la mobilité sociale au Nord-Cameroun

Chapitre I : Sociétés et stratifications sociales

- A. Peuplement
- B. Typologie d'organisations sociopolitiques
- C. Les rapports sociaux

Chapitre II : Facteurs de la mobilité sociale

- A. La conquête peule
- B. La colonisation européenne
- C. L'Indépendance et la démocratisation

Chapitre III : Ecole et mobilité sociale

- A. Implantation de l'école au Nord-Cameroun
- B. Origine sociale et scolarisation
- C. Etude des cas

Chapitre IV : Activités économiques et mobilité sociale

- A. Commerce et transport (étude de cas)
- B. Elevage et Agriculture (étude de cas)
- C. Entreprenariat (étude de cas)

Chapitre V : Politique et ethnicité

- A. Engagement politique des élites intellectuelles et conservation du pouvoir : le cas du RDPC
- B. Opposition politique, charges électives et émergence de nouvelles élites
- C. Engagement politique, accès à l'Etat et émergence du phénomène des opérateurs économiques

Deuxième partie : Orientations de la mobilité sociale

Chapitre VI : Le renversement d'élite au Nord Cameroun

- A. Le statut des ascendants
- B. Le statut des descendants
- C. La dynamique des statuts sociaux (Le rôle de l'héritage dans le renversement d'élite)

Chapitre VII: La mobilité ascendante : la réussite sociale au Nord-Cameroun

- A. Définitions et critères
- B. Représentation sociale
- C. Manifestations de la réussite sociale

Chapitre VIII : Genre et mobilité sociale

- A. Hommes et femmes dans la mobilité sociale
- B. Statut matrimonial et mobilité sociale
- C. Trajectoires féminines de mobilité sociale

Chapitre IX : Naissance, capital social et mobilités

- A. Aristocratie traditionnelle
- B. Aristocratie intellectuelle et économique
- C. Aristocratie politique

Chapitre X : Normes et valeurs dans la mobilité sociale

- A. Islam et mobilité sociale
- B. Tradition et mobilité sociale
- C. Législation camerounaise et mobilité sociale

Conclusion générale

XIII- Bibliographie

1- Ouvrages

Abwa, D., 2001 ; *Sadou Daoudou parle...*, Yaoundé, PUCAC

Albertoni, A. E., 1987 ; *Doctrine de la classe politique et théorie des élites*, Paris, librairies Méridiens Klincksiek

Adler, A., 2000 ; *Le pouvoir de l'interdit. Royauté et religion en Afrique Noire*, Paris, Albin Michel.

Azarya, V. 1978; *Aristocrats facing change: The Fulbe in Guinea, Nigeria and Cameroon*. Chicago, USA:University of Chicago Press.

Azarya, V. 1976; *Dominance and change in North Cameroon: The Fulbe aristocracy*. London, England: Sage publications.

Banock, M., 1992 ; *Le processus de démocratisation en Afrique : Le cas du Cameroun*, Paris, l'Harmattan

Barbier, J.C., 1984 ; *Espace et pouvoir dans les sociétés multicensrées*, Aquitaine, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine.

Baskouda, J.B.,1988 ; *Baba Simon : le père des kirdi*, Paris, CERF

Bayard, J.-F., 1989, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre* Paris, Fayard

Bayard, J.-F. 1979. *L'Etat au Cameroun*. Paris, France: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Benoit, J-P.,1957 ; *Kirdi au bord du monde*, Paris, Juilliard.

Bloch, M.,1995, *Histoire et historiens*, Paris, Armand Colin.

Bloch, M., 1974, *Apologie pour l'histoire*, Paris, Armand Colin. 7^e ed

Bottomore, T.B., 1967, *Elites et sociétés*, Paris, Stock.

Boudon, R., 1993, *L'inégalité des chances*, Paris, Seuil.

Boutrais, J. (ed), 1993 , *Peuples et Cultures de l'Adamaoua*, Paris, ORSTOM

- Boutrais, J. et al., 1984, *Le Nord-Cameroun: Des hommes, une région*. Paris, ORSTOM.
- Braudel, F., 1985, *Ecrits sur l'histoire*. Paris, Editions Flammarion
- Burnham, P., 1980, *Interethnic Relations in a Fulbe-dominated context: the Northern Cameroon Case*, Londres, Academic Press.
- Champagne, P.& Lenoir. R et al., 1989 , *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod.
- Chilver, E. M. 1966, *Zintgraff's Explorations in Bamenda, Adamawa and Benue Lands*. Buea, Cameroon: Government Printer.
- Coulon, C., 1983, *Les musulmans et le pouvoir en Afrique*, Paris, Karthala.
- Cuin, C., 1993, *Les sociologues et la mobilité sociale*. Paris, PUF
- Dissereme, 1965, *Le conflit haabe Foulbé dans le Nord Cameroun 1951-1952*, Paris, Armand Colin.
- Eyinga, A., 1990, *Cameroun 1960-1990, la fin des élections*, Paris l'Harmattan
- Eyongetah, T. & R. Brain, eds. 1974, *A history of the Cameroon*. London, England: Longman Limited.
- Frobenius, L., 1987, *Peuples et sociétés traditionnelles du Nord Cameroun*, Stuttgart,
- Froelich, J.C, 1949, *Le commandement et l'organisation sociale chez les Foulbés de l'Adamaoua (Cameroun)* C.H.E.A.M.
- Gauthier, J.G, 1969, *Les Fali du Nord-Cameroun*, Anthropological Publications, Pays-Bas.
- Hamadou, Adama 2004, *L'Islam au Cameroun : entre tradition et modernité*, Paris, L'Harmattan.
- Geschiere, P. & P. Konings, coll(s). 1993, *Itinéraires d'accumulation au Cameroun. Pathways to accumulation in Cameroon*. Paris, France: ASC / Karthala.
- Green, A.and Troup, .K., 1999, *The houses of history*, Manchester, Manchester University Press
- Grawitz, M., 2000, *Lexique des sciences sociales*. Paris, Dalloz
- Guillard, J, 1964, *golopoui nord cameroun*, Paris, Mouton

- Garine, I., 1964, *Les Massa du Cameroun : vie économique et sociale*, Paris PUF
- Holtedahl, L., Gerrard, S., Njeuma, M.Z., Boutrais, J., (eds) 1999, *Le pouvoir du savoir de l'Arctique aux Tropiques*, Paris, Karthala.
- Juillerat, B., 1971, *Les bases de l'organisation sociale chez les Mouktélé (Nord-Cameroun) Structures lignagères et Mariage*, Université de Paris VIII, Institut d'ethnologie
- Koe, N.J., 1967, *La décadence des chefferies traditionnelles et ses incidences sur les institutions politiques, économiques et sociales*, Yaoundé, Université de Yaoundé.
- Lembezat, B., 1961, *Les populations païennes du Nord-Cameroun et de l'Adamaoua*. Paris, PUF
- Marrou, H.I., 1924, *De la connaissance historique* : Paris Seuil
- Merlié, D., 1994, *Les enquêtes de mobilité sociale*, Paris, PUF,
- Mohammadou, E., 1978, *Foulbé Hossere : les royaumes Foulbes du Plateau de l'Adamaoua*, ed ILCAA, Japon
- Mohammadou, E., 1976, *L'histoire des Peuls Ferrobé du Diamaré. Maroua et Pette*, ILCAA, Japon
- Passeron, J.C, 1991, *Le raisonnement sociologique – L'espace non poppérien du raisonnement naturel*, Paris Nathan.
- Podlewski, A.M., 1966, *La dynamique des principales populations du Nord Cameroun (entre la Bénoué et le Lac Tchad)*, Paris ORSTOM, Vol III
- Pontié, G., 1973, *Les Guizigas du Cameroun septentrional. L'Organisation traditionnelle et sa mise en contestation*, Paris, ORSTOM.
- Rocher, G., 1968, *Introduction à la sociologie*, Tome II et III, Paris, Seuil.
- Roubaud, F. 1994, *La question ethnique sur le marché du travail à Yaoundé; discrimination ou solidarité?* Paris, France: Dial
- Roupsard, M., 1987, *Nord Cameroun. Ouverture et développement*, Coutances, Claude-Bellé,
- Santelli., E., 2001, *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne* Toulouse, PUM

Santerre, R. & C. Mercier-Tremblay, coll(s). 1982, *La quête de savoir: Essais pour une anthropologie de l'éducation camerounaise*. Montréal, Canada: Presse de l'Université de Montréal.

Schaller, Y., 1973, *Les kirdis du Nord Cameroun*, Strasbourg, Imprimerie des dernières nouvelles

Strumpell, K., 1980, *Peuples et émirats du Fombina et de l'Adamaoua*, (Trad Mohamadou Eldrigde.) Garoua, ONAREST

Socpa, Antoine. 2002, *Démocratisation et autochtonie au Cameroun: Trajectoires régionales divergentes*. Leiden, The Netherlands: Leiden University Press.

Vincent, J.F., 1991. *Princes montagnards du Nord –Cameroun*, tome I et II, Paris l'Harmattan

Tardits, C., coll(s). 1981, *Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun*. (Vol. 1). Paris, France: CNRS.

Warnier, J. P. 1993, *L'esprit d'entreprise au Cameroun*. Paris, France: Karthala.

Warnier, J. P. 1985, *Echanges, développement et hiérarchies dans le Bamenda précolonial (Cameroun)*. Stuttgart, Allemagne: Franz Steiner Verlag Wiesbaden GMBH.

2- - Articles et chapitres d'ouvrages

Abdoul-Aziz, Yaouba, 1998, « le parcours politique de Abdoubagui Mohammadou (1921-1983) ». Revue Ngaoundéré Anthropos, Vol III , n° Spécial 1, pp.199-226

Barthélémy, P., 2002, « la professionnalisation des africaines en AOF (1920-1960) » *Vingtième siècle*. Revue d'histoire, 75, Juillet-Septembre, pp.35-46

Bayard, J. F. 1978, "The Birth of the Ahidjo Regime". In Richard, J., eds., *Gaullist Africa: Cameroon Under Ahmadou Ahidjo*. Enugu, Nigeria: Fourth Dimension Publishers.

Botte, R., 2005, « Pouvoir du livre, pouvoir des hommes :la religion comme critère des distinction » *Journal des africanistes*, LX(2) pp.37-53

Botte, R., 2006, « Les habits neufs de l'esclavage. Métamorphose de l'oppression au travail ». *Cahiers d'Etudes africaines*, XLV (3-4), 179-180, pp.

- Brelot, C., 2000, « Introduction Conflits et déclassement : la légitimité de l'histoire des Élités en question ». In *Cahiers d'histoire*, num 4
- Burnham, P. C. 1980, "Raiders and traders in Adamawa". Pp. 43-73 in J. Watson, ed., *Asian and African Systems of Slavery*. Oxford, England: Bladwell and Mott.
- Burnham, P. 1991, "L'ethnie, la religion et l'état: Le rôle des peuls dans la vie politique et sociale du Nord-Cameroun". *Journal des Africanistes* 61, 1: 73-100.
- Hurlaut, J. 1958, "Quelques aspects de la structure sociale des montagnards Kirdi du Nord-Cameroun". *Bulletin de L'IFAN*, Tome XX, Série B, 1-2.
- Manheim, K., 1972, "The problem of generations" in *Essays on the sociology of knowledge* London, Routledge & Kegan Paul, (1ère éd, 1928) pp 276-322
- Martin, J. Y. 1982, "Inégalités régionales et inégalités sociales: l'enseignement secondaire au Cameroun septentrional". Pp. 614-644 in R. Santerre & C. Mercier-Tremblay, eds., *La quête du savoir: essais pour une anthropologie de l'éducation camerounaise*. Montréal, Canada: Presses de l'Université de Montréal.
- Michel Sojip & B.D.Nizesété, 1998, « Jean Ndoumbé Oumar Ngaoundéré : Premier maire noir au Nord Cameroun (1958-1963) » *Revue Ngaoundéré Anthropos*, Vol III, n° spécial, pp.255-277
- Motaze Akam, 1998, « Migrations et reproduction des rapports sociaux dans le système lamidal du Nord-Cameroun ». *Annales de la Falsh*, vol III, Université de Ngaoundéré.
- Mouiche, Ibrahim, 1997, "Ethnicité et pouvoir au Nord-Cameroun". *Law and Politics in Africa, Asia and Latin America* 2.
- Muller, J.C., 2006, Identité, mobilité et citoyenneté chez les Dii de l'Adamaoua. (Nord-Cameroun), *Cahiers d'Etudes africaines*, XLVI (2), 182, pp.347-361
- Royer, R., 1933, "Quelques données sur les populations 'moundang' et 'kirdi' du Cameroun septentrional". *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris* 4, 8: 18-21.
- Saibou, Issa. 2005, « Parole d'esclaves au Nord-Cameroun », *Cahiers d'Etudes africaines*, XLV (3-4), 179-180, pp 853-878

Schilder, K., 1993, "Local rulers in North-Cameroon: The interplay of politics and conversion". *Afrika Focus*, 9, 1-2: 43-72.

Schilder, K., 1991, "Etat et islamisation au Nord-Cameroun (1960-1982)". *Politique Africaine* 41: 144-148.

Schultz, E. A., 1984, "From pagan to Pullo: Ethnic identity change in northern Cameroon". *Africa* 54, 1: 46-64.

Socpa Antoine, 1998, "Ethnicité et Etat Postcolonial en Afrique". *Anthropologie et Sociétés* 22, 1: 183-194.

Van Santen J., 1993, « Dot, commerce et contrebande : stratégies d'accumulation chez les femmes « islamisées » de Mokolo » in Geschiere, P. & P. Konings, coll(s). 1993. *Itinéraires d'accumulation au Cameroun. Pathways to accumulation in Cameroon*. Paris, France: ASC / Karthala. pp 301-334

Van Santen, J., 1995, "The spread of Islam in west Africa and women: Their changing position in a North Cameroon town". Pp. 179-204 in K.V. Dijk & A. M.de Groot, eds., *Islam and State*. Leiden, Holland: CNWS Publications.

3- Mémoires, thèses et rapports

Adam Mahamat, 2005, « Esclavage et servitude dans les abords sud du lac Tchad (XVIè- début XXIè siècle), Thèse de doctorat, Université de Ngaoundéré.

Ahmadou Haman, 1996, « Les Massa de la rive gauche du Logone (Nord-Cameroun) :origine, migration et processus d'implantation », mémoire de maîtrise en histoire, Université de Yaoundé I.

Beauvillain, A. 1989, "Nord-Cameroun: Crises et peuplement". Ph.D. Thesis, 2vo., Université de Rouen, France.

Kemfong Hervé, 200 « Des élites locales à Ngaoundéré : Approche d'histoire locale (1950- 1999) » Mémoire de Maîtrise d'histoire, Université de Ngaoundéré

Maimounatou, 2003, « Le tremplin politique de Ahmadou Ahidjo » Memoire de maîtrise Université de Ngaoundéré.

Mahmoudou Djingui, 2000, « Le pouvoir, le savoir et la richesse : Les fulbé de Ngaoundéré face au processus de modernisation » PhD thesis, Vol I et II, University of Tromso

Mamoudou, B., 1998, « les interprètes sous la période coloniale française dans la région du Nord-Cameroun. 1915-1960 » Rapport de licence, Université de Ngaoundéré.

Malaquais, D. 1997, "*Constructing Power: Architecture, Landscape, and the Design of Space in a Chieftaincy of the Bamileke Highlands.*" (Ph.D Thesis). USA: Columbia University Press.

Mbengué, 2005, « Les élèves et étudiants camerounais et la question coloniale et nationale » Thèse de doctorat PhD Université de Yaoundé.

Mohamadou Salihou, 2001, « Le Belaka Mboum de Ngan-Ha : itinéraire et attributs du pouvoir (10è – 20è siècle) », Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Ngaoundéré

Motaze Akam, M., 1985. « Islam et pouvoir politique au Cameroun ». Unpublished Report, Yaoundé, Institut de Sciences Humaines.

Mouiche, I., 1995, « Ethnicité et pouvoir au Nord-Cameroun ». Paper presented at the 8th General Assembly of CODESRIA. Dakar, Senegal, 26 June – 2 July.

Nigaïna Martin, 2004, « Vroumsia Tchinaï, 1922-1984 » mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Ngaoundéré

Ousmanou Adama, 2005, « Islam, ethnies et pouvoir dans le bassin tchadien de 1596 à 1997 : étude comparative du Cameroun, du Tchad et du Nigéria. », mémoire de DEA, Université de Ngaoundéré

Schaafsma, J., 1998, « 'Partir chez les Foulbe': Les Migrations masculines saisonnières dans la société Mafa (Cameroun du Nord) et leurs Conséquences sur les femmes demeurant à la campagne ainsi que sur leurs tâches agricoles ». Master thesis, CML/Université de Leyde, Leiden, Holland.

Socpa, Antoine., 2002, « Démocratisation et autochtonie au Cameroun: Trajectoires régionales divergentes ». Thèse d'Etat (Ph.D), Anthropologie politique. Leiden, The Netherlands: University of Leiden.

Taguem Fah, 1997, « Les élites musulmanes et la politique au Cameroun. De la période française à nos jours » thèse de doctorat, Université de Yaoundé I, 1997

Tassou André, 2005, «Evolution historique des villes du Nord-Cameroun (XIXè – Xxè siècle) : des cités traditionnelles aux villes modernes. Les cas de Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Mokolo, Guider et Meiganga.», thèse de Doctorat, Université de Ngaoundéré.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

XIII- Chronogramme

Période	Activités
Janvier 2007– Mars 2007	Recherche documentaire dans les bibliothèques de Yaoundé et de Douala et aux Archives nationales. Rencontre avec le directeur pour une séance de travail
Avril 2007- Juin 2007	Collectes de données aux archives provinciales de Ngaoundéré et réalisation des enquêtes orales
Juillet 2007- Septembre 2007	Enquête de terrain et recherche archivistique dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord et enquêtes orales.
Octobre 2007 - Mai 2008	Présentation des résultats des recherches au directeur, traitement des données et évaluation de l'état d'avancement du travail par le directeur
Juin 2008- Novembre 2008	Rédaction de la première mouture et dépôt pour correction
Décembre 2008- Mars 2009	Descentes sur le terrain pour enquêtes complémentaires et rédaction deuxième mouture
Avril 2009- Juin 2009	Correction deuxième mouture
Juillet 2009- Septembre 2009	Mise en forme finale du travail

Novembre 2009- Décembre 2009

Dépôt de la thèse pour soutenance

DEUXIEME PARTIE : ASPECT DEVELOPPE
CHAPITRE 1 : SOCIETES ET STRATIFICATIONS SOCIALES AU
NORD-CAMEROUN

CODESRIA BIBLIOTHEQUE

Chapitre I : Sociétés et stratifications sociales au Nord-Cameroun

Introduction

A Peuplement

a- Les premiers occupants

1-Entre le Tchad et la vallée de la Bénoué

2- Dans la vallée de la Bénoué

3- Sur le plateau de l'Adamaoua

b- Implantation des Foulbé

B- Typologie d'organisations sociopolitiques

a- Les sociétés segmentaires (Gbaya, Fali et Mafa)

b - Les sociétés structurées : le cas des Mbum

c- Les sociétés militaires ou féodales

C- Statuts et rapports sociaux

a- Statuts sociaux

1- Selon l'organisation sociale

2- Selon l'ethnie et la religion

2- Selon l'âge et le sexe

b- Les rapports sociaux

1-Dans les sociétés non musulmanes : « gens du prince » et « gens de rien » chez les Mofu

2- Dans les sociétés musulmanes : *rimbe* et *maccube* chez les Foulbé

Conclusion

Résumé

Le Nord-Cameroun a connu une implantation des populations à plusieurs phases et par plusieurs groupes. Il présente également des sociétés structurées de façon différente d'une ethnie à une autre. Chez la plupart de ces populations, notamment celle dites païennes, l'organisation sociale est de type segmentaire, à l'exception des Mbum de l'Adamaoua, dont la société est structurée grâce à une chefferie organisée. En plus des sociétés segmentaires, il y a également des sociétés militaires ou féodales à l'exemple des Mandara et des Foulbé. Ce travail soutient que les sociétés segmentaires, considérées comme sociétés égalitaires, établissent les distinctions entre leurs membres. C'est le cas des Fali, et des Mafa, ces distinctions sont liées à l'organisation socio-politique, au sexe et à l'âge, à la religion ou à l'ethnie. De ces distinctions, il se dégage une stratification qui fait des rapports sociaux des rapports de classe. Ainsi, avons-nous, les « maîtres » et les « esclaves » d'une part, les « gens du prince » et les « gens de rien » d'autre part. Toutefois, ces rapports sociaux se sont détendus avec l'indépendance du Cameroun.

Mots clés : Nord-Cameroun, organisation socio-politique, stratifications sociales, rapports sociaux.

Abstract

Populations in North-Cameroon were implemented through a process of phases and by several groups. The region presents structured ethnic groups which vary from one group to another. In the majority of these populations, in particular that known as pagan, the social organization is of segmentary type, except for the Mbum of Adamaoua, whose social organisation is structured. In addition to the segmentary groups, there are also military or feudal social groups namely the Mandara and the Foulbé. This study argues that the segmentary social groups, considered as levelling societies, establish the distinctions between their members. That is precisely the case of the Fali, and of the Mafa. These distinctions are related to the social and political organization, gender and age, religion or ethnic background. From these distinctions, it releases a stratification which submits social reports of the reports of class. Thus, we have, the "masters" and the "slaves" on the one hand, "people of the prince" and "people of nothing" on the other hand. However, these social relations slackened with the independence of Cameroon.

Key words: North-Cameroon, social stratifications, social relations

INTRODUCTION

La mobilité sociale ne prend sens qu'à partir du moment où une société est divisée en classes sociales ou en catégories socioprofessionnelles. Il serait donc inadéquat de parler de la mobilité sociale au Nord-Cameroun sans commencer par étudier les stratifications sociales dans cette région. La stratification sociale est une thématique qui met en évidence la diversité de la société à travers ses différentes structures. Karl Marx le disait dans sa théorie sur le matérialisme historique, l'histoire de toute société est l'histoire de la lutte des classes. Celle du Nord-Cameroun ne fait pas exception, car elle est marquée par les rapports sociaux entre les différentes composantes de sa population. En étudiant les stratifications sociales au Nord-Cameroun, il s'agit pour nous d'identifier les types de statuts et de classes sociales qu'on y trouve, de ressortir la place qu'occupent les individus ou les groupes auxquels ils appartiennent dans la hiérarchie sociale, les critères qui ont permis cette classification et leur évolution dans la longue durée.

Il est surtout question dans ce chapitre préliminaire, d'une description de quelques sociétés du Nord-Cameroun et leur dynamique, afin de jeter les bases sociohistoriques de notre thèse. Pour ce faire, nous décrivons d'abord le processus d'implantation de quelques groupes sociaux et l'organisation sociale afin de dresser une typologie des sociétés existant dans la région. Ensuite nous étudions la différenciation sociale qui en résulte pour enfin aborder la question des rapports sociaux.

A Le peuplement du Nord-Cameroun

Il n'est pas dans notre intention de retracer le processus d'installation des populations du Nord-Cameroun, mais de ressortir les différents groupes les plus importants qui s'y sont implantés. Les groupes choisis ici représentent les différentes régions du Nord-Cameroun que sont l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua. Ces groupes présentent des formes variées d'organisations sociales qui se transforment au gré des influences qu'elles subissent.

a- les premiers occupants

Les groupes sociaux qu'on retrouve actuellement au Nord-Cameroun y sont installés depuis des siècles, les uns après les autres pour des raisons de survie dans la plupart des cas. Nous nous intéressons d'abord aux premiers occupants avant d'aborder l'installation des Foulbé.

1- Entre le Tchad et la vallée de la Bénoué

Les premiers à occuper cette région furent les Sao, puis les Mbana, ensuite les Mofou, puis les Guiziga et les Zoumaya. Les Mbana seraient les ancêtres des Moundang, des Guidar, des Guiziga et des Zoumaya [Mohammadou, 1976 : 67]

Les Mofou sont un peuple des Monts Mandara. Eldridge Mohammadou situe leur installation à Maroua au XVII^e siècle et les classe parmi les peuples les plus anciens de la région. Ils auraient habité la plaine du Diamaré avant de retourner sur les montagnes, chassés par les Guiziga. Aujourd'hui ils y sont encore. Cependant leur ancienneté ne se vérifie que par rapport à celle des Guiziga et des Foulbé [Ibid, p.70]. J.Y. Martin, plus précis, souligne que les Mofou et les Mafa sont issus du même « rameau », ils seraient venus de l'Est, toutefois les Mafa étaient déjà en place lorsque se déclenchèrent les importantes migrations mofou. [Martin, 1971 :37] Bertrand Lembézat soutient également l'origine orientale des Mafa et des Mofou et leur ancienneté dans les Monts Mandara. [Lembézat, 1961 :12]

L'implantation des Guiziga dans la région daterait de la fin du XVII^e ou du début du XVIII^e siècle. Selon Guy Pontié, les Guiziga se divisent en trois grands groupes, les Moutourwa, les Lulu et les Bi-Marva. Ils seraient tous originaires de Gudur. [Pontié, 1973 :28] La tradition, recueillie par Eldridge Mohammadou, rapporte que les Guiziga chassèrent les Mofou du site de Maroua et devinrent les maîtres des lieux jusqu'à la venue des Foulbé. [Mohammadou, 1976 :67] Les Guiziga et les Zoumaya seraient de la même culture et descendraient d'un ancêtre commun.

Les Massa quant à eux, du moins ceux de la rive gauche du Logone, viendraient tous d'un ancêtre commun originaire de l'actuel Tchad. Cet ancêtre est soit entraîné par le Logone, soit à la recherche des terres nouvelles et y trouve toujours un premier occupant parlant massa [Haman, 1996 :40] Les Massa font partie des populations qui se sont croisées pendant leurs mouvements migratoires suite à l'assèchement du bassin tchadien. A. Haman explique que « les Massa de la rive gauche du Logone semblent avoir une origine orientale, car presque toutes les sources orales ou écrites les font venir d'outre-Logone (Tchad actuel). Ils se seraient installés en deux principales phases, une première phase qui se serait opérée longtemps avant le développement des empires du Soudan Central au XIV^e siècle ; la seconde serait consécutive à la recrudescence de la violence et de l'insécurité au Sud du bassin tchadien à partir du XV^e et XVI^e siècle (le Bornou, le Baguirmi et le Ouadaï notamment) » . [Ibid, p.45]

En somme , les populations de l'extrême-Nord actuel étaient concentrées dans les Monts Mandara, la plaine du Diamaré et la vallée du Logone. Ce seraient les Sao ,puis les Mbana, ensuite les Mofou, les Mafa et enfin les Guiziga et les Massa qui s'y sont installés avant la venue des Foulbé selon les sources disponibles à ce jour. Ils auraient pour la majorité d'entre eux, une origine orientale, c'est-à-dire du Tchad actuel. Seulement, certaines populations choisirent d'aller plus au Sud c'est les cas des Fali et des Bata de la région du Nord.

2- Dans la vallée de la Bénoué

Les Fali seraient les autochtones de cette zone. Toutefois, avant eux il y avait les Bantou, les Mbum, les Sao et les Duru respectivement [Bassoro&Mohammadou, 1977 :17] Tout comme les autres groupes du Nord-Cameroun, les Fali auraient des

origines orientales. Pour Gauthier[1969 :27], on pourrait les considérer comme issus de trois rapports ethniques différents :d'abord les autochtones qui occupaient le territoire avant le XVIè siècle, ensuite des populations venues du Nord-Est, c'est-à-dire les Sao et les Guégué ou Guéwé et enfin des éléments venus chercher refuge.

Les Fali font partie des populations dites païennes du Nord-Cameroun. D'ailleurs le vocable *fali* désigne dans la langue des Fali toutes les populations non islamisées donnant à ce mot le même sens que le mot *haabe* chez les Foulbé. [Ibid, p.26]. Les Fali occupent la région de la Bénoué, ils sont environ 40 000 selon J. G. Gauthier dans les années 1960. Divisés en deux grands groupes, on distingue les Fali Kangou et les Fali Tinguelin. Les premiers occupent un territoire de 240 km au nord-est de Garoua, non loin de la route Garoua-Mokolo. Quant aux Fali Tinguelin, ils occupent un vaste plateau, au nord-est de Garoua ainsi que les Monts Toro et Pamtchi plus au Nord. Leur territoire est étendue sur 320km et comprend environ 5500 habitants répartis dans une quinzaine de villages. [Ibid, p.22]. André Tassou mentionne que les Fali ont occupé le site de Garoua au XVIIè siècle avant d'être envahis par les Bata en provenance du Nord-Ouest (Nord de Mubi et de Madagali) au XVIIIè siècle.[Tassou, 2005 :37]

En somme, les Fali seraient les premiers occupants de la région avant les Bata. Ce sont donc ces derniers que les Foulbé trouvèrent dans la région à leur arrivée.

3- Sur le plateau de l'Adamaoua

Les Mbum sont le principal groupe ethnique implanté sur le plateau de l'Adamaoua avant l'arrivée des Peul. Bien qu'il n' y ait aucune certitude quant à leur origine, les Mbum font allusion dans leur tradition à un déluge qui les aurait fait migrer d'un pays lointain. Pour Thierno Bah (1993), la seule indication objective qu'on peut tirer de ces différentes origines probables est que les Mbum ne sont pas autochtones de l'Adamaoua. De l'Est, ils auraient émigré à travers la voie naturelle du Darfour –Kordofan, avant d'atteindre le bassin du lac Tchad où une poussée générale de populations au cours du XVIè siècle provoqua leur repli en direction de la Bénoué puis du plateau de l'Adamaoua. Grâce à la toponymie, il a été possible de délimiter la zone d'implantation des Mbum. Ainsi, les lieux dont l'appellation

commence par *Ngaou* ou *Mbi* désignant respectivement la montagne et le cours d'eau sont habités par des Mbum. On a donc les noms comme Ngaoundéré, Ngaoundal, Ngaouhora, Mbibar, Mbibakla et Mbijoro localisés dans l'Adamaoua actuel.

Quant aux Gbaya, leur origine est à situer, selon une première hypothèse, dans une région située entre le lac Tchad et la Bénoué, assignant ainsi à ce peuple une origine soudanaise. La seconde hypothèse qui diverge de la première parle d'un foyer méridional situé au-delà de la haute Sangha, dans le bassin de la Lobaye. Cependant, pour les Gbaya mêmes, ils seraient venus du bassin de la Nana, dans l'espace centrafricain. Des données archéologiques confirment cette origine orientale. [Thierno Bah, 1993 :67] Burnham parle également de l'origine centrafricaine des Gbaya en ces termes:

Although considered by the Cameroon government to be autochthonous to the Mbere Department and therefore to have the right to provide the legitimate chefs de terre of the region, the Gbaya are in fact only relatively recent arrivals in the area, having migrated from neighbouring parts of the central African Republic during the nineteenth century." [P.Burnham, 1996:70]

Au total, l'Adamaoua était peuplé avant la période peule par les Mboum, les Gbaya et d'autres groupes comme les Dii et les Vouté.

Tout compte fait, le peuplement s'est fait par vagues successives de groupes différents. Cependant, ces groupes semblent venir tous du bassin tchadien, les derniers venus chassant les premiers afin d'occuper le site. Ainsi se sont succédés les Sao, les Mbana, les Mofou, les Mafa et les Guiziga à l'Extrême-Nord actuel. Les Fali et les Bata dans la vallée de la Bénoué et les Mbum et les Gbaya dans l'Adamaoua. Les populations des trois régions susmentionnées seraient par leur antériorité aux Foulbé les autochtones du Nord-Cameroun. Ils étaient des groupes distincts mais que les Foulbé ont « unifié » par l'appellation de *kirdi* pendant la période peule.

b- Implantation des Foulbé

Les Foulbé se trouvent dans tout le nord du Cameroun. Leur origine se trouve en Afrique de l'Ouest notamment dans le Fouta Djallon et le Fouta Toro,

respectivement la Guinée et le Mali actuels. Eldridge Mohammadou a regroupé les Foulbé du Nord-Cameroun en trois clans : les Yillaga à vocation guerrière, les Ferrobe éleveurs et habiles politiciens, et les Wolarbe, érudits musulmans.

La migration peule du XVI^e au XVIII^e siècle les conduisit tour à tour, les uns au pays Haoussa et les autres dans l'empire du Bornou. Au Bornou, une partie des Foulbé abandonna la vie nomade pour se consacrer au travail de la terre et à l'acquisition du savoir religieux, islamique précisément. Une autre partie continua le déplacement plus au Sud à la recherche des pâturages. Devenus des grands lettrés musulmans (*Modibbe*), ils prendront le moment venu, la tête de l'armée de Ousman Dan Fodio pour le Jihad. [E.Mohamadou, 1976 :12]

En 1804, Ousman dan Fodio lança la conquête de territoires nouveaux au nom de l'Islam. Ce Jihad conduisit les Foulbé dans notre région d'étude où vivaient déjà leurs frères pasteurs. Ces derniers subissaient les brimades des chefs païens et c'est donc avec joie qu'ils rejoignirent le mouvement de conquête de Ousman dan Fodio. Les Foulbé réussirent ainsi à en prendre le contrôle et imposer leur autorité aux populations locales.

Pour André Gondolo les premiers Foulbé arrivèrent au Cameroun entre le XV^e et le XVII^e siècle où ils s'installèrent successivement dans les plaines du Diamaré et de la Bénoué. Ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e qu'ils commencèrent à s'intéresser véritablement aux hauts plateaux de l'Adamaoua. [Gondolo, 1978 :21]

Ousmanou Adama citant M.Z. Njeuma et E. Mohamadou souligne que les nomades foulbé se sont dispersés au Nord-Cameroun par clans, ceux-ci sont composés de plusieurs familles et placés sous le commandement d'un *Ardo* ou guide. Entre autres groupes, nous avons les Wolarbe, les Yillaga et les Mbewe. Ils se localisent de part et d'autre de la Bénoué. Ils font partie au XIX^e siècle de l'Emirat peul de l'Adamawa, l'une des composantes du califat de Sokoto. [Ousmanou Adama, 2005 : 37]

En somme, l'implantation des Foulbé dans le Nord Cameroun s'est déroulée en deux étapes distinctes : la première pacifique, car elle concernait les pasteurs nomades à la recherche du pâturage pour leurs troupeaux ; et la seconde conquérante liée à la guerre sainte initiée par Ousman dan Fodio. Les Foulbé sont

dispersés partout sur le territoire du Nord-Cameroun. Dominés par les autochtones, ils finirent par s'imposer en établissant une forme d'organisation sociopolitique inexistante dans la région : les Etats centralisés appelés lamidats.

B- Typologie d'organisations socio-politiques

L'organisation sociale est définie comme le mode de relation et de fonctionnement régissant les individus en société, et dont l'étude cherche à expliquer comment plusieurs individus peuvent constituer une société. Le plus souvent, l'organisation sociale dépend étroitement du système de parenté. Les principaux groupes sociaux sont constitués sur la base de clans et de lignages. [Encyclopédie Encarta 2004]. On distingue les sociétés de type segmentaire et les sociétés structurées qui se regroupent en communautés villageoises ou communautés tribales, les sociétés féodales à l'exemple du royaume mandara et des Lamidats peuls. Cependant, ces deux grands types de société ont connu depuis quelques décennies des fortes modifications et tendent à se définir comme des sociétés modernes.

a- Les sociétés segmentaires ou communautés tribales

J. Froelich écrivait à propos des peuples du Nord-Cameroun qu'ils présentent des critères semblables et qu'ils sont dépourvus de chef à pouvoir politique [1968 :177]. Ce sont généralement des sociétés claniques. Le terme « clan » pour les anthropologues, désigne parfois des individus qui se considèrent issus en ligne directe, soit du côté paternel (patriclan) soit du côté maternel (matriclan), d'un ancêtre commun plus ou moins mythique portant le même nom (ancêtre éponyme ou totem). Il se caractérise par des comportements communs transmis par tradition et par une très forte solidarité. Il comprend souvent des sous clans et des lignages exogames. Chaque sous-clan comporte généralement plusieurs familles étendues, et c'est l'appartenance au clan qui détermine la transmission des rôles, des statuts sociaux et des biens matériels.

Les sociétés du Nord-Cameroun sont à l'image de ce que Guy Rocher qualifie de communautés tribales, c'est-à-dire une « extension de la famille » en se référant à la classification des sociétés selon Marx et Engels. La communauté se

définit comme un groupe de personnes qu'unissent des liens naturels ou spontanés, ainsi que des objectifs communs qui transcendent les intérêts particuliers de chaque individu. Un sentiment d'appartenance à la même collectivité domine la pensée et les actions des personnes, assurant la coopération de chaque membre et l'unité ou l'union du groupe [Rocher, 1968, tome II :52]. Guy Rocher précise par ailleurs que « la communauté tribale fut la première cellule sociale, ou encore elle résulte de la réunion de plusieurs familles par le mariage ou autrement. La division du travail y est très limitée, à peine plus élaborée que dans la famille ; elle correspond à des techniques de travail archaïques et à une faible productivité. Le but du travail n'est pas à proprement parler la production mais plutôt la subsistance de la collectivité et de ses membres » [Ibid, p.41] Généralement dans ce type de société, le bien appartient à toute la communauté dont les membres sont des copropriétaires. Dans cette forme de société on ne connaît pas de classes sociales. Au nombre de ces sociétés figurent celles des Gbayas, des Mafa et des Fali que nous avons délibérément choisis dans les trois régions du Nord-Cameroun.

1 - Les Gbaya

De l'organisation sociale de Gbaya, Thomas Christensen fait remarquer qu'elle est égalitaire [Christensen, 1998]. C'est avec le contact d'avec les Foulbé que l'organisation politique se met progressivement en place mais initialement, il y avait les chefs de clans *zu duk*. L'organisation politique des Gbayas est dénuée de pouvoir central institutionnalisé. Les Gbaya n'ont donc pas connu d'autorités traditionnelles, détentrices de pouvoirs permanents et bien définis, opérant au niveau hiérarchique. Pour Thierno Bah, « la seule autorité acceptée se limite au niveau du patriclan ou famille étendue dont le chef est appelé *Gasa zu duk*, celui-ci n'est en fait que le porte-parole de sa communauté auprès des autres patriclans locaux et au sein de la communauté territoriale ». [Thierno Bah, 1993:67]

En plus du chef de clan, il y a le chef du territoire clanique appelé *wan*, ce dernier est détenteur d'une autorité bien définie avec des fonctions bien précises comme la conduite d'une guerre ou trancher un palabre.

Sur le plan économique, les Gbaya pratiquent traditionnellement des activités de subsistance comme la chasse où ils sont des spécialistes, la pêche, la cueillette

et l'agriculture. C'est seulement dans la période post-coloniale que les Gbaya ont commencé à adopter le commerce et l'élevage, notamment pour ceux qui vivent en voisinage avec les Foulbé. Ces deux activités sont génératrices de revenus et à partir de leur adoption, il est devenu possible de parler de la richesse ou de l'enrichissement. Il faut aussi retenir que les principales régions gbaya sont restées hors du grand couloir commercial (route de cola, commerce caravanier, commerce transsaharien...). Tout cela contribue à rendre difficile l'enrichissement. De ce fait on trouve toujours une explication à toute acquisition de biens.

2- Les Fali

L'organisation sociopolitique des Fali obéit à une division en quatre grands groupements. Il n'existe aucun lien politique entre ces groupements. Ces communautés villageoises sont toutes indépendantes les unes des autres. La société fali est scindée en plusieurs tribus. Celles-ci seraient nées de l'association d'un certain nombre de clans qui se sont groupés à la faveur d'événements historiques, économiques ou matrimoniaux.

Au niveau de la tribu, on peut parler d'unité politique puisqu'elles ont toutes à leur tête un chef de tribu. Celui-ci est choisi en fonction du lignage, en principe c'est l'aîné du lignage du clan le plus anciennement établi qui devient le chef. S'il se démet de ses fonctions, un successeur est élu par les *Tondji Manu*, les prêtres ou les ancêtres des différents clans Fali. [Ibid, p.111] L'élection ne peut avoir lieu que lorsque la majorité des voix est faite, comme dans les démocraties modernes.

En ce qui concerne les biens et les richesses, les Fali considèrent comme bien tout ce qui porte l'empreinte de la personne, du clan, de la tribu. Aussi avons-nous d'une part les biens collectifs à l'exemple de la terre : c'est le clan tout entier qui possède des droits sur la terre où il est implanté. Cette terre ne peut être vendue ou usurpée, elle ne peut non plus être cultivée que par les descendants d'un même ancêtre. D'autre part il y a les biens individuels. Ces derniers varient selon les fonctions : les biens du forgeron ne sont pas les mêmes que ceux du prêtre du clan, ni ceux de la femme, ceux de l'homme.

Gauthier, en conclusion de son ouvrage, écrit à propos des Fali : « Traditionalistes, les Fali n'en sont point pour cela restés figés dans leurs traditions. Ils s'adaptent peu à peu à la vie moderne » [Gauthier, 1969 :267]

3- Les Mafa

L'organisation sociale des Mafa est clanique. Il n'a jamais été question d'un gouvernement global au niveau de l'ethnie, ni d'état centralisé. Le pouvoir politique ou religieux est transmis au sein du clan le plus anciennement installé, rendant ainsi indissociables l'organisation politique et l'organisation sociale.

Le village mafa est composé de plusieurs groupes de parenté d'origine différente, auxquels sont venus s'ajouter des individus issus d'autres villages et n'ayant aucun lien de parenté avec les premiers. Chaque village est placé sous l'autorité d'un chef, descendant de la famille fondatrice du village ou parfois un membre du groupe numériquement dominant. La fonction de chef est héréditaire et le pouvoir se transmet de père en fils. Les relations avec les villages voisins sont assurées par le chef, ce dernier conduit également les armées lors des guerres, et gère les terres, cependant ces terres ne lui appartiennent pas. Comme chez les Mbum, le chef mafa est également le « maître de pluie », car il est sensé provoquer la pluie.

Malgré cette volonté de s'organiser, la société mafa reste « anarchique ». Selon Cedile, cité par J.Y Martin, « la conception sociale que préfèrent les Mafa est évidemment l'anarchie. Il serait vain de croire que dans un village, celui de Ziver par exemple, tous les quartiers obéissent à un seul chef. Il n'en est rien et chaque quartier est absolument indépendant... » [Martin, 1971 : 170] L'organisation sociale englobe l'administration des villages et les relations entre les différentes composantes. Quant à l'unité sociale, elle est maintenue grâce à un double mouvement d'opposition et de complémentarité qui opère depuis les clans, (*gay*) jusqu'au village.

En somme, ces types d'organisation ne connaissent pas une hiérarchie à proprement parler puisqu'il existe ce que Emile Durkheim appelle « solidarité mécanique » entre les membres de la société. [Durkheim, 1968] Chaque individu a une fonction propre, et tous sont nécessaires au fonctionnement de la société. C'est

dans une moindre mesure le même fonctionnement dans les sociétés à chefferie comme c'est le cas chez les Mbum.

b- Les sociétés à chefferie : cas des Mbum

L'organisation sociale structurée par une chefferie que les Foulbé ont trouvée au Nord-Cameroun est celle des Mbum. Traditionnellement, les Mbum constituent des unités politiques bien structurées entre Tibati et Bagodo, à l'est de Rey Bouba. Le pouvoir politique et religieux est incarné par un souverain appelé *Belaka*. De ce dernier dépend la prospérité du pays, car il est sensé provoquer la pluie en cas de sécheresse. Le *Belaka* est honoré par son peuple et jouit des privilèges sociaux. A l'origine, les Mbum sont des animistes. Leur migration fut longtemps placée sous la protection d'un « grand fétiche », une sorte de totem pour le groupe. La disparition de ce totem aurait entraîné la perte de l'initiative historique des Mbum et la dispersion du groupe.

Les traditions historiques liées à la naissance des chefferies Mbum font valoir que celle-ci relève du mythe. En effet, Mohamadou Saliou rapporte les versions d'Eldrigde Mohammadou et du *Belaka* de Ngan-Hâ racontée par A.M. Podlewski. Selon ces versions, quatre frères, Mbéré, Mana, Mboussa et Sara Mbum marchaient à la tête du peuple Mbum. Sara Mbum qui était le cadet vint en aide à une vieille femme. Cette dernière en guise de récompense lui confia un secret qui le rendrait plus puissant et plus respecté que ses aînés : « Cette nuit, dit-elle, les fétiches mbum tomberont du ciel à quatre reprises. Les trois premières fois, ne te dérange pas. Laisse tes frères s'en saisir. Mais il faudra veiller jusqu'à l'aube, car c'est à ce moment que tombera le plus puissant des fétiches ». [Mohamadou Saliou, 2001 :14]

L'événement se passa comme l'avait prédit la vieille femme et Sara Mbum reçut le fétiche le plus puissant et ses frères aînés s'inclinèrent devant sa supériorité. La deuxième version fait également mention d'une jeune femme qui remit des instruments aux chefs des quatre clans Mbum afin que ces instruments leur assurent le commandement. A l'un, elle remit un sac vide fait de peau de vache, aux deux autres, des instruments de musique et enfin à celui qui s'était excusé après l'avoir heurtée, unealebasse avec des insigne du commandement suprême dont la nature n'est connu que du chef Mbum, le *Belaka* [Ibid]

D'après les deux versions, la chefferie Mbum est la résultante de la récompense d'un bienfait. Le cadet, par son humanisme, sa disponibilité, sa politesse et son sens élevé du devoir moral, reçoit le pouvoir suprême et procède à la répartition du territoire et la gestion du pouvoir.

Le gouvernement du *Belaka* est constitué des dignitaires portant les titres de *Gang* et de *Vân- a-*. Les premiers, c'est-à-dire les *Gang* sont des dignitaires de rang de ministre, ils résident exclusivement dans la capitale du royaume mais leurs titres, leurs fonctions et leurs sphères de décision s'étendent sur tout le royaume. Les *Vân-* à quant à eux, peuvent être considérés comme de gouverneurs de provinces, qui bien qu'ayant un espace de commandement précis, siègent dans le gouvernement central du *Belaka*. Ce sont donc les *Gang* et *Vân-à* qui rendent compte, dans les différents domaines qui leur sont reconnus, de la gestion des affaires courantes du royaume au *Belaka*. Cependant, les décisions qui engagent la survie du royaume peuvent être solitairement prises par le *Belaka*.

Par ailleurs, la société Mbum était rigide, aucune mobilité n'était possible. Quant on naissait dans une catégorie sociale, on y demeurait. La catégorie « hors du pouvoir » avait des subdivisions constituées d'artisans comme la caste des forgerons, des tisserands et des potiers. Le mode de transmission de savoir était fermé, car il y avait un secret qui entourait chaque domaine socioprofessionnel. Ceci expliquerait la disparition de la maîtrise des techniques artisanales chez les Mbum.

En somme, la société Mbum est structurée sur le plan politique, la gestion du pouvoir est assurée par le *Belaka* assisté de ses dignitaires. C'est cette structure que les Foulbé ont trouvée sur place lorsqu'ils arrivèrent sur les plateaux de l'Adamaoua au XIX^e siècle. Leur venue a modifié la vie sociale des Mbum. La société Mbum est traditionnellement agricole, toutes les activités sont liées à la subsistance. C'est au contact d'autres peuples (les Dii, les Foulbé) qu'elle est devenue économique. Le souci était avant tout de bénéficier de la protection du souverain et de subsister grâce à l'agriculture. La société est divisée en deux groupes : d'un côté les « gens du pouvoir » constitués de la famille royale et de l'autre, les « hors du pouvoir ».

c- Les sociétés militaires ou féodales : Les Mandara et les Foulbé

L'islamisation du Nord-Cameroun grâce à la conquête peule a favorisé la montée d'un nouveau type de société à l'exemple des sultanats et des lamidats constitués au détriment des communautés tribales autochtones de la région. Aussi pouvons-nous citer le royaume Mandara et les lamidats peuls. La société musulmane s'est développée à partir de la désorganisation et du pillage des communautés tribales. Le royaume Mandara et les Lamidats correspondent à ce qu'Herbert Spencer a qualifié de « société militaire » dans ses *Principes de sociologie* où il présente une typologie dichotomique de la société. Il oppose justement la société militaire à la société industrielle. En effet, celle-ci est sur un pied de guerre permanent, soit parce qu'elle doit conquérir des territoires nouveaux, soit parce qu'elle doit se protéger d'un éventuel ennemi. Dans ce type de société, la guerre est une activité dominante, nécessaire et permanente, la fonction militaire l'emporte sur la fonction de productivité ou mieux, la seconde résulte de la première ou en dépend. L'organisation sociale est donc établie sur l'organisation militaire.

1- Les Mandara

Le pays Mandara est un petit état qui existe depuis le XVI^e siècle, Ancienne province de l'immense empire du Bornou, le pays a su maintenir son autonomie malgré de multiples tentatives d'invasion. Il se limite géographiquement par les plaines inondables au Nord, les massifs au Sud. Sans être aussi puissant que les Etats soudanais comme le Kanem ou le Bornou dont l'immensité favorisait d'ailleurs la fragilité à cause des changements de dynasties régnantes, le royaume Mandara s'est construit avec la même dynastie depuis plusieurs siècles, avec des frontières relativement stables. [Boutrais, 1984 :235] Selon certains auteurs, les Mandara seraient nés de fusion des Massa avec les païens soudanais qui seraient des anciens Maya [Lembezat, 1950 : 19]. D'autres auteurs par contre soutiennent la thèse selon laquelle les Mandara seraient des descendants des Sao. Nous ne soulevons pas le débat des origines du peuple Mandara, puisque c'est à son organisation sociale que nous nous intéressons ici.

Non seulement l'islamisation au début du XVIII^e siècle du peuple mandara leur permit d'interdire au Bornou de venir chercher les esclaves parmi eux, mais aussi et surtout les Mandara pouvaient organiser des razzias au profit du royaume contre les païens aux abords des massifs en se prévalant des motifs de guerre

sainte. Dès lors, les Mandara accédèrent au grand commerce et se libérèrent, juridiquement et économiquement de la tutelle bournouane, car après un cuisant échec d'une expédition punitive du Bornou en territoire mandara, l'ancien puissant Etat soudanais ne tenta plus de soumettre son vassal par la force. [Boutrais, 1984 :236] Le déclin du Bornou au XVIII^e siècle entraîna l'apogée du royaume mandara jusqu'à l'arrivée des Foulbé.

Le Mandara hérita du Bornou le fonctionnement de son royaume, lequel a à sa tête le *Tliksé* à l'image du *Maï* bournouan. Le *Tliksé* peut se traduire par sultan. Il règne en maître absolu de son territoire, la fonction est héréditaire. Le *Tliksé* est choisi par les hauts fonctionnaires de la famille royale. Le sultan assure le commandement par l'intermédiaire de ces hauts fonctionnaires. Ils se réunissent en conseil pour décider des grandes questions du royaume.

Dans la société mandara, on distingue deux groupes de personnes tout comme chez les Foulbé: les hommes libres et les esclaves. Ce n'est certainement pas l'Islam qui a introduit cette forme de division sociale puisque les Mandara bien avant leur islamisation présentaient cette forme d'organisation sociale.

En résumé, la société Mandara s'est construite véritablement d'un ras-le-bol d'exactions commises par les Bournouans. Constituée en royaume, elle se livre aux razzias d'esclaves et assoit ainsi une économie basée sur la vente des captifs. Quand l'Islam pénétra le Nord-Cameroun, il renforça le pouvoir mandara qui marqua alors sa supériorité par rapport aux peuples païens.

2- Les Foulbé

Dans l'organisation sociopolitique peule, le pouvoir est fortement centralisé et la société fortement hiérarchisée. Le pouvoir central est détenu par le souverain dont la désignation obéit à des critères héréditaires. En principe, seuls les princes appelés *yerima* sont en mesure de devenir lamido. Toutefois, pendant la période coloniale il y eut des cas de désignations extra princières par l'autorité coloniale.

Le lamido incarne l'autorité, il est assisté dans ses fonctions par des notables qu'il nomme et qui constituent la *faadah*. Celle-ci est composée de ministres parmi lesquels, l'*Alkali*, chargé de la justice, le *sarki yaaki*, ministre de la guerre, le *Kaigama maccube*, responsable et porte-parole des composantes autochtones non

foulbé du lamidat, le *samaki*, responsable de la cavalerie pour ne citer que ceux là. Dans ce type de société, il existe généralement des groupes qui jouent un rôle important comme les Kanuri et les Haoussa et qu'il est nécessaire de mentionner, car ils sont représentés à la *faadah* par le *Maï Borno*, pour la communauté kanuri et le *sarki haoussawa*, pour la communauté haoussa

D'abord militaire la société foulbé s'est vite transformée en société féodale, car de l'une à l'autre, il n'y a qu'un pas. Les prisonniers de guerre, les captifs de différentes razzias deviennent des esclaves une fois le lamidat constitué. La société foulbé est donc divisée en classes sociales, d'un côté la classe dirigeante et leur famille, et de l'autre, les administrés constitués pour la plupart des populations autochtones. Du système lamidal du Nord-Cameroun, Motaze Akam fait l'analyse suivante :

C'est donc un système foncièrement conquérant qui pénètre le Nord du Cameroun en imposant ses schémas de fonctionnement et de reproduction grâce à une certaine idéologie religieuse issue de l'Islam soufi. L'organisation lamidal implique ainsi une hiérarchisation très poussée ou le lamido, chef de terre combinant le pouvoir spirituel et temporel, préside aux destinées du lamidat (canton) en véritable souverain. La stratification interne d'un lamidat est par conséquent l'expression d'une division d'une société en classe bien distincte où les lamibé (pluriel lamido) constituent avec les membres de leur cour une véritable seigneurie féodale et le reste des paysans qui sont en même temps leurs fidèles (dans le cadre strictement religieux), des sujets manipulables à leur guise. [Motaze Akam, 1998 :41]

Bien que ces deux sociétés soient d'abord militaires, elles n'ont pas tardé à évoluer et rejoindre les sociétés féodales. Car on peut également les intégrer dans cette catégorie selon la classification de Marx et Engels puisqu'elles sont fortement hiérarchisées et centralisées. Les pouvoirs politique, religieux et militaire fusionnent, sinon ils sont vaguement différenciés. La propriété des terres est entre les mains des grands propriétaires qui les font fructifier en y installant des serfs ou esclaves de qui ils prélèvent des redevances et à qui ils assurent en retour la protection. La société féodale prépare à la lutte des classes du fait qu'elle présente d'un côté les dominants (les maîtres) et de l'autre les dominés (les païens captifs qui appartiennent au sultanat ou au lamidat).

B- Statuts et rapports sociaux

Dans cette partie, il est question pour nous d'aborder les statuts sociaux au Nord-Cameroun d'une part et les rapports sociaux qui s'en dégagent d'autre part. Les statuts sociaux se démarquent à travers l'organisation sociale, l'ethnie, la religion, le sexe ou l'âge, tandis que les rapports sociaux sont caractérisés par la suprématie de ceux qui détiennent le pouvoir dans les sociétés païennes et des Foulbé sur l'ensemble de la région.

a- Statuts sociaux

La société, du fait de la diversité de sa population et de ses organisations sociopolitiques, établit des distinctions entre ses membres. Les uns sont plus valorisés que les autres. Ces distinctions peuvent être fonction de l'organisation sociale, de l'ethnie, de la religion, du sexe ou de l'âge.

1- Selon l'organisation sociale, l'ethnie et la religion

Par rapport à l'organisation sociale, il y a des différences entre les sociétés segmentaires et les sociétés à chefferie. Aussi, dans les sociétés segmentaires, bien qu'on parle de sociétés égalitaires, parce qu'il n'existe pas de hiérarchie ni entre les clans ni entre les lignages, une étude profonde laisse entrevoir des inégalités sociales liées aux statuts et à l'appartenance clanique. C'est le cas de l'étranger chez les Mafa et de l'esclave chez les Fali.

On a souligné plus haut que les premiers à s'installer sur une terre en sont les propriétaires, c'est pour cela que chez les Mafa on distingue les propriétaires des *kéda*. Le *kéda* est l'immigré récent ne possédant pas la terre, car elle lui a seulement été prêtée. Il doit son appellation au fait qu'il n'est jamais assuré de la stabilité de son établissement au sein de la communauté, car il peut être chassé à tout moment à coup de bâton comme un chien, *kéda* désignant le chien. Certes le *kéda* chez les Mafa est considéré comme un inférieur mais il possède une certaine influence dans la politique foncière. En effet, dans certains clans mafa, la chefferie

revient généralement au clan le plus anciennement installé, cependant le clan le plus important sur le plan démographique peut accéder à la chefferie du village. Alors, lorsque les clans sont théoriquement égaux quant aux possibilités d'accès à la terre du fait de leur installation, des stratégies sont souvent mises en place. Parmi elles figure l'usage d'un contrepoids démographique que seul l'accueil des étrangers peut garantir. C'est le cas du clan de *Chiler* : les femmes *Chiler* épousent les *kéda* faisant alors d'eux des alliés, puisqu'ils doivent prendre le parti du clan qui les a accueillis. Les *kéda* constituent ainsi le contrepoids démographique qui permet au chef de se maintenir au pouvoir [Martin, 1970 :174]

Chez les Fali, on distingue l'esclave des autres membres de la communauté. Certes, il est présenté comme un nouvel enfant de la famille, auprès des ancêtres et tous les membres du clan. Son maître peut lui procurer une femme au sein de sa famille. Le captif est si bien intégré qu'il connaît certains rites qui peuvent renforcer la puissance du clan. Gauthier souligne même que « lorsqu'un jeune homme possède un esclave, il n'a jamais le droit de le maltraiter, ni de lui imposer des travaux au-dessus de ses forces. Il ne doit, ni ne peut donner d'ordre aux esclaves de son père. S'il manque de respect envers un vieux serviteur, il est puni exactement comme s'il avait mal agi à l'égard d'un vieillard de la famille. » [Gauthier, 1969 : p 141]

2-Selon l'ethnie et la religion

Les populations du Nord-Cameroun sont distinctes de par leur religion. A l'époque préislamique, on compte uniquement la croyance aux ancêtres comme dans toutes les sociétés traditionnelles africaines. Ces croyances existent toujours dans les sociétés appelées animistes. Ensuite quand l'islam a fait son apparition au Nord-Cameroun, on distinguait les païens des musulmans. C'est de là que sont nés les termes *islamo peul* et *kirdi*. Le premier désigne les Foulbé et les musulmans qui ont adopté le mode de vie de ceux-ci. Aussi avons-nous dans ce groupe, les Foulbé, les Kanuri, les Haoussa, les Mandara, pour ne citer que ceux-ci.

Dans les sociétés musulmanes, on distingue les hommes libres des esclaves ou captifs, que ce soit chez les Mandara ou chez les Foulbé. Dans la société mandara, seuls les Mandara de Gamengou étaient libres. Parmi les hommes libres, il existait toute une hiérarchie de préséance selon la participation à l'administration.

Ceux qui n'avaient pas de charge dans le gouvernement restaient de simples sujets même en étant libres. Chez les Mandara, les captifs constituaient plus de la moitié de la population totale. Ce sont des prisonniers de guerre faits lors des razzias chez les montagnards ou chez les païens de plaine. Cependant, le plus grand nombre de ces captifs provient des ventes réalisées par les païens afin de subvenir aux besoins alimentaires.

Avec la colonisation occidentale, le christianisme a fait irruption au Nord-Cameroun et a modifié et revalorisé les statuts des peuples *kirdi*. Grâce à la religion chrétienne, ils se sont sentis libérés du joug dominateur des islamo-peuls.

3- Selon le sexe et l'âge

Qu'elles soient musulmanes, chrétiennes ou animistes, qu'elles soient à chefferie ou segmentaires les sociétés font des distinctions entre l'homme et la femme, les jeunes et les vieux. Ces différences apparaissent surtout dans la division sociale du travail et l'accès à certains savoirs. Les distinctions liées au sexe et à l'âge sont principalement déterminées par l'organisation sociale, car c'est à travers celle-ci qu'on peut définir les différents rôles assignés à la femme et à l'homme. Dans les sociétés empreintes de gérontocratie, ce sont les plus âgés qui détiennent tous les pouvoirs et savoirs. Aussi pour accéder à une connaissance, il faut atteindre un certain âge.

En effet, selon l'organisation des sociétés du Nord-Cameroun, on peut sans réserve dire d'elles qu'elles sont patrilinéaires puisque la filiation et la formation des clans est en ligne masculine, et donc empreinte de phallocratie. Dans ces sociétés, la jeune fille est appelée à se soumettre à son père d'abord, ensuite à son époux. Ce n'est qu'au seuil de la vieillesse qu'elle peut avoir un mot à dire lors des débats sur des questions de la vie collective, car à cet âge elle est supposée avoir assez d'expérience pour juger d'une situation.

Elle parcourt donc tout au long de sa vie des statuts de fille, d'épouse et de mère. Jeune fille, elle assiste sa mère dans ses travaux quotidiens. Lorsque plus tard elle va en mariage, elle est celle qui s'occupe de la reproduction et du bien-être de la famille, car elle assure la procréation et perpétue ainsi l'espèce humaine. En tant que mère, elle est le point central autour duquel gravite la famille, c'est elle qui est

responsable en grande partie de l'éducation des enfants. C'est également elle qui veille à la préparation des repas et à la propreté de l'habitat. Le monopole de certaines activités telles que la poterie, la fabrication des objets en bambou (lit, tabouret, objets de décoration) lui revient.

Pendant la période coloniale, la différenciation sociale entre homme et femme s'est montrée avec le rôle que remplissaient les deux sexes auprès des colons, aux premiers la collaboration administrative et aux seconds la cuisine et les travaux domestiques. Et lorsqu'à partir des années 1960, la femme fut intégrée dans le milieu socioprofessionnel, c'était pour des formations d'infirmière, d'aide soignante ou d'institutrice. [Barthélémy, 2002 :3] Il va falloir la naissance du féminisme quelques décennies plus tard pour que la femme ait accès à des corps de métiers autrefois réservés à l'homme comme l'armée et l'ingénierie. Cette division du travail aura beaucoup d'influence plus tard dans l'orientation scolaire et professionnelle des filles, puisqu'elles considèrent certains domaines comme réservés à la seule catégorie masculine. En tout, la femme est responsable de tout ce qui a trait à la subsistance, aux travaux domestiques et champêtres, elle participe à la vie de la communauté à travers ses nombreuses activités.

Dans les sociétés musulmanes, une autre différenciation entre homme et femme est remarquable dans l'héritage. Les hommes reçoivent le double de la part des filles selon la tradition islamique, inaliénable par les croyants. Or, on verra plus loin dans ce travail la place qu'occupe l'héritage dans la mobilité sociale.

Même dans la gestion du pouvoir, les femmes sont mises à l'écart notamment dans les sociétés musulmanes où elles ne doivent pas s'exprimer en présence d'un public masculin. Les femmes sont tenues à l'écart dans la gestion du pouvoir. Cependant avec l'évolution sociopolitique, elles sont intégrées de nos jours. C'est le cas de *Sarki mata*, littéralement « chef des femmes » au lamidat de Ngaoundéré. Elle est consultée pour toutes les questions féminines. Elle sert également d'intermédiaire entre les femmes du lamidat et le lamido

Jusque dans les années 1970 la division du travail obéissait aux normes traditionnelles : aux hommes les travaux à l'extérieur et ceux qui exigent des efforts physiques et aux femmes tous les travaux domestiques.

En somme, les statuts sociaux au Nord-Cameroun obéissent aux normes établies par l'organisation sociopolitique. Aussi, l'appartenance ethnique ou religieuse, le sexe et l'âge sont des éléments déterminants dans la spécification de ces statuts. C'est à partir des statuts sociaux que sont définis les rapports sociaux.

b- Les rapports sociaux

Les rapports sociaux dans les sociétés du Nord-Cameroun sont généralement décrits par la suprématie des Foulbé sur les peuples dits païens, pourtant cette domination n'est intervenue qu'avec le Jihad initié par Ousman dan Fodio. Or bien avant ce Jihad, il y avait des Foulbé au Nord-Cameroun. La vie sociale était caractérisée par des échanges entre les différents groupes et la marginalisation des Foulbé par les païens. A Garoua par exemple, les rapports des Foulbé avec les Fali et les Bata étaient pacifiques et loyaux au départ à tel point que les Foulbés finirent par nouer des alliances particulières avec certains clans de la région. Ce fut aussi le cas à Ngaoundéré. Dans le Diamaré, les premiers Foulbé subirent des exactions de la part des autochtones. En effet, Eldridge Mohamadou écrit à ce sujet:

Très vite devront s'opérer des regroupements sur le plan local car la vie est devenue intenable pour les communautés isolées, du fait des vexations de toute sorte que leurs membres ont à subir de la part de leurs hôtes indigènes. De querelles individuelles, les heurts entre les deux collectivités finissent par prendre, pour les Peuls, le caractère d'un soulèvement général. Mais devant leur nombre toujours croissant et la conscience de leur solidarité dans l'épreuve, de statuts de dominés, les Peuls vont tendre à passer au rang de dominants. [Mohammadou, 1976 :12]

Nous allons nous intéresser ici aux rapports sociaux chez les groupes autochtones et par la suite nous verrons les nouveaux rapports introduits par les Foulbé musulmans.

1- « Gens du prince » et « Gens de rien » chez les Mofou : exemple de rapports sociaux chez les autochtones

Chez les Mofou, il existe traditionnellement une différence entre les « gens de rien » et les « gens du prince ». Les *mbidlew*, « gens de rien » sont les inférieurs par rapport à leurs origines. Selon J.F. Vincent « ce sont des gens qui sont venus d'ailleurs », « des gens d'autres pays venus habiter dans la montagne ». Ils sont présentés de façon très répandue comme des individus de basses conditions, des incapables, des faibles. Ces injures, puisqu'il faut les considérer comme telles, vont jusqu'à les traiter de chiens. Ici c'est le terme *gidey* qui est employé comme chez les Mafa, pour désigner les étrangers. [Vincent, 1991 :230]. On les situe par rapport au prince et au pouvoir politique. Ainsi, ce sont ceux qui ne commandent pas, qui ne sont pas du clan du prince. C'est justement le fait de ne pas appartenir au clan du prince qui leur vaut leur qualité de « gens de rien ».

Dans les chefferies Mofou, on trouve donc face au clan du prince, la masse de *mbidlew*, c'est-à-dire tous les autres clans éloignés du pouvoir. Un rapprochement peut ainsi être fait avec d'autres sociétés africaines qui opposent la noblesse à la roture. La distinction de rang influence ainsi la division du travail. Par conséquent, les travaux considérés comme dégradants dans la société Mofu pour des raisons culturelles, reviennent aux *mbidlew*. C'est parmi ces derniers qu'on recrute par exemple les fossoyeurs.

Cependant, malgré leur position inférieure, les *mbidlew* peuvent contracter des unions conjugales avec les « gens du prince ». Autrefois, quand les « gens du prince » passaient devant les « gens de rien », ceux-ci se devaient de s'incliner en signe de respect. Aussi n'était il pas aisé pour les « gens de rien » de se promener dans les quartiers des « gens du prince ». [Ibid, p.233]

Dans le domaine foncier, le *mbidlew* comme le *kéda* ou le captif chez les Mafa et les Fali, n'avait accès à la terre que parce qu'elle lui a été attribuée ou prêtée par les « gens du prince ». Cette catégorie de personne ne connaît pas de véritable confort matériel, pas de thésaurisation, la polygamie est inexistante. Les autres membres de la société reconnaissent pourtant en eux des grands travailleurs, en tout cas meilleurs que les « gens du prince ».

Entre « gens de rien » et « gens du prince », il n'existe au départ qu'une distinction de rang mais cette différence de rang se transforme vite en différence économique, puisque le rang social ouvrait les portes à l'accumulation des richesses. Or à la fin du XIX^e siècle, l'esclavage s'est généralisé dans le bassin du Lac Tchad

et est devenu le moyen d'enrichissement. Les « gens du prince » exercèrent un monopole sur ce commerce et si un *mbidlew* voulait s'enrichir ou même tout simplement pour s'en sortir en période de soudure, il devait aller à la chasse aux esclaves avec la permission de quelqu'un du clan du prince. [Ibid, p.230] A son retour de chasse, il devait lui donner un esclave s'il en a pris quatre. Une fois qu'un individu appartient au rang des « inférieurs », il n'en sort pas. Par contre il est possible de passer de « gens de prince » à « gens de rien ».

Les « gens du prince » encore appelés « gens du pouvoir » désignent à la fois les responsables de la chefferie et son pouvoir politique. Ce sont des nobles, des seigneurs, c'est également le chef de terroir, le chef de terre. Leur parenté avec le Prince entraîne une propriété collective sur les biens du village. On les qualifie également d'« hommes vrais » Ils sont supérieurs aux *mbidlew* et leur condition sociale se lit dans les détails de leur habitation. Ils sont les seuls à avoir droit aux toits à plusieurs pans, signe extérieur de la noblesse, interdit aux « gens de rien ».

J.F.Vincent remarque aussi que le rang de *mbidlew* est définitif, il ne peut se modifier quel que soit le nombre de générations, cependant, la condition du fils de Prince est variable. Le passage d'« homme de prince » à « homme de rien » est possible, car quitter sa chefferie pour une autre est synonyme de perte de statut de dominant, puisque quand l'homme du prince va dans une autre chefferie, il devient un étranger et donc un *gidey*, un *mbidlew*.

Cette répartition du groupe en deux catégories n'est pas propre aux Mofou, on la retrouve chez presque tous les groupes païens du Nord-Cameroun. C'est le cas des Massa où Igor de Garine parle d'une société scindée en deux catégories sociales dont l'une domine l'autre. Seulement faute d'une prise de conscience, on ne peut parler de lutte des classes. [Garine, 1964 :227]

En conclusion, les relations qui lient les membres de la société les uns aux autres sont généralement des rapports d'inférieurs aux supérieurs dans les grands groupes païens. Ceux qui détiennent le pouvoir ont le statut le plus élevé dans la partie septentrionale du Cameroun. Qu'en est-il des rapports dans les sociétés musulmanes ?

2- Les rapports sociaux dans les sociétés musulmanes : *rimbe* et *maccube* chez les Foulbe

Chez les Foulbés, du XIX^e siècle jusqu'à tard dans les années 1970 et même de nos jours d'ailleurs, certains possèdent des captifs hérités de leurs parents qui eux-mêmes ont hérité des leurs, il existe dans cette société deux catégories de personnes, les *rimbe* et le *maccubé*. Les *rimbe* désignent tous les Foulbé de souche, c'est-à-dire descendants des conquérants foulbé ou alors des musulmans de la communauté (Haoussa et les Kanuri). Les *rimbe* (*dimo* au singulier) renvoient donc aux hommes libres tandis que les *maccube* se rapportent aux captifs, aux esclaves, et à tous les païens qui vivent en montagnes qui se sont soumis à l'autorité peule. Il y a ainsi des captifs qui sont du ressort du lamidat et également des captifs personnels qui font partie du patrimoine des Foulbé. Le nombre de captifs est un symbole de l'avoir.

Les rapports entre les deux groupes sont régis par les normes islamiques. Après leur capture, les hommes sont convertis à l'islam et savent désormais qu'ils ne deviendront libres que si leur maître décide de les affranchir. Ils servent non seulement à la vie économique de la communauté mais aussi à la vie spirituelle, puisqu'en cas de grand péché, l'affranchissement d'un captif est le seul moyen d'obtenir le pardon. Oter la vie à quelqu'un était chose banale, car une dispute pouvait vite se transformer en duel et un meurtre s'en suivait très souvent.

Le port du bonnet pour les hommes et du voile pour les femmes et des chaussures est interdit aux *maccube* en présence des *rimbe*. Les *maccube* encore appelés *maraabe* sont tenus de s'incliner devant les *rimbe* tout comme les « gens des rien » et les « gens du prince » chez les Mofou en signe de respect pour leurs maîtres ou de reconnaissance de la supériorité de ceux-ci. Par ailleurs, il n'est pas question d'union conjugale entre les deux classes, cependant les hommes libres font des captives des *culaabe* (concupines). Aussi pour un *maraado*, donner sa fille à un *dimo* ou faire d'elle la *culaado* (singulier de *culaabe*) du lamido est une garantie de promotion sociale. Car son nouveau statut lui donnait un peu plus de respect auprès des autres membres de la communauté. Les *maccube* sont conscients de la

perception des *rimbe* de leurs statuts, aussi, une reconnaissance de cette évolution par les Foulbé et souvent même la confusion qui se dégage quant à leur origine est un signe d'évolution.

Depuis l'indépendance, il y a une évolution qui a entraîné l'abolition de l'esclavage, cependant certains captifs ne veulent pas rompre la tradition et préfèrent leur statut de *maccudo*. Et d'ailleurs à ce sujet, Saïbou Issa rappelle que certaines catégories d'esclaves refusent toutes transformations de leur condition, car ils en tirent profit, qu'ils soient membres de la cour, qu'ils fassent partie de la milice ou qu'ils soient en charge des travaux domestiques, « les survivants de l'esclavage royal ou de cour » revendiquent fermement leur statut servile [Saïbou Issaa, 2005]

En somme, les rapports sociaux dans la société foulbé sont symbolisés par l'opposition homme libre et esclave, musulmans et païens. Les premiers étant jugés supérieurs aux seconds. Cette situation a duré de la conquête peule à l'accession du Cameroun à l'indépendance. Toutefois, on enregistre quelques permanences dues au respect de la tradition et par les anciens captifs et par les anciens maîtres.

Conclusion

Depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance, le statut n'est plus héréditaire. Des possibilités d'accéder à un nouveau statut sont ouvertes à tous. L'agriculture, considérée comme une sous activité, notamment par les Foulbé, devient un mode d'accumulation avec l'introduction des cultures de rente. Le brassage culturel avec les peuples dominés autrefois, a affaibli la rigidité des rapports sociaux *kirdi-peul*. Il est courant de se heurter à des personnes que l'on croit *kirdi* ou *peules* selon leur langue. Il est difficile de distinguer la « race pure » notamment en milieu urbain, si pureté il y a vraiment. Tout ceci s'explique par la colonisation, l'indépendance, la scolarisation et récemment l'ouverture démocratique qui ont entamé sérieusement les traditions au Nord-Cameroun particulièrement en ce qui concerne la stratification sociale. Ils ont également contribué à une réorientation des itinéraires de promotion sociale.

Dans cette nouvelle société que nous pouvons qualifier de moderne ou de capitaliste, le développement technique et une division de travail plus avancée que dans les autres types de sociétés et des rapports de classes en sont les principales caractéristiques. La société moderne est marquée par le passage de la communauté tribale à la société de classes et enfin à la société capitaliste. Celle-ci introduite par la colonisation a connu son apogée avec l'envoi des enfants du Nord-Cameroun à l'école. Une nouvelle catégorie est née dans la société : celle des fonctionnaires de l'administration, puis celle des commerçants avec l'ouverture des marchés.

Ce type de société favorise selon Guy Rocher « l'apparition de nouveaux clivages au sein de la population. Aux distinctions issues de la société traditionnelle et basée sur la tribu, le clan, la parenté, la région d'origine, on verra progressivement s'ajouter des distinctions de classes sociales ou de pseudo classes, de statut bureaucratique. Le milieu de travail industriel engendre des distinctions [...] il en résulte des classements liés au revenu, au niveau d'éducation, à l'autorité exercée sur d'autres travailleurs. Des formes complexes de stratification s'élaborent, incorporant des éléments de la société traditionnelle et des éléments de la société industrielle en gestation. » [Rocher, 1968, tome II :203]

Les catégories socioprofessionnelles, nées de la bureaucratisation de la société, impose un parcours à ceux qui veulent y entrer, et c'est là que l'école a toute son importance car seuls ceux qui ont une instruction à l'école occidentale peuvent accéder à des métiers et de fonctions telles que enseignant, médecin, infirmier, secrétaire, policier, gendarme. C'est pourquoi de nouveaux statuts se créent avec l'apparition de professions ou d'emplois jusque là inconnus, les hiérarchies de prestige et de pouvoir anciennes et nouvelles s'entremêlent, se lient, s'opposent, se superposent, s'enchevêtrent. Les ouvriers, les fonctionnaires de l'administration, les hommes d'affaires, les agriculteurs, les artisans, les hommes politiques, les commerçants, les médecins, les enseignants, les forces de l'ordre, sont des nouvelles catégories qui se sont ajoutées à celles existantes.

Par ailleurs, les voies d'accumulation des richesses se sont ouvertes non seulement pour les scolarisés grâce à leur place dans l'administration du pays, mais aussi et surtout pour les non scolarisés avec le commerce, l'industrie et l'agriculture. On n'est plus en présence du maître et du serf, mais de gouvernant et de gouverné, plus de rapport de classes maître-esclave, mais riche et pauvre. La société moderne est caractérisé par un capitalisme mal adapté au Nord Cameroun qui favorise des écarts de statuts entre les générations actuelles et celles antérieures et donc de la mobilité sociale.

Bibliographie

1- Ouvrages

- Attias-Donfut, C., 1988, *Sociologie des générations. L'empreinte du temps*. Paris, PUF
- Bayard, J.-F., 1989, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre* Paris, Fayard
- Boudon, R., 1993, *L'inégalité des chances*, Paris, Seuil.
- Boutrais, J. (ed), 1993, *Peuples et Cultures de l'Adamaoua*, Paris, ORSTOM
- Boutrais, J. et al., 1984, *Le Nord-Cameroun: Des hommes, une région*. Paris, ORSTOM.
- Cuin, C., 1993, *Les sociologues et la mobilité sociale*. Paris, PUF
- Durkheim, E., 1982, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF.
- Garine, I., 1964, *Les Massa du Cameroun : vie économique et sociale*, Paris PUF
- Geschiere, P.&P. Konings, Coll(s). 1993, *Itinéraires d'accumulation au Cameroun. Pathways to accumulation in Cameroon*. Paris, France: ASC / Karthala
- Gauthier, J.G, 1969, *Les Fali du Nord-Cameroun*, Anthropological Publications, Pays-Bas.
- Grawitz M., 2000, *Lexique des sciences sociales*. Paris, Dalloz
- Green A.and Troup.K., 1999, *The houses of history*, Manchester, Manchester University Press
- Holtedahl,L.,Gerrard,S.,Njeuma,M.Z.,Boutrais,J.,(eds) 1999, *Le pouvoir du savoir de l'Arctique aux Tropiques*, Paris, Karthala.
- Lembezat, B., 1961, *Les populations païennes du Nord-Cameroun et de l'Adamaoua*. Paris, PUF
- Merllié D.,1994, *Les enquêtes de mobilité sociale*, Paris, PUF
- Mohammadou, E., 1976, *L'histoire des Peuls Ferrobé du Diamaré. Maroua et Pette*, ILCAA, Japon

Noiriel. G., 2006, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, collection Repères

Passeron, J.C, 1991, *Le raisonnement sociologique – L'espace non poppérien du raisonnement naturel*, Paris Nathan.

Pontier, G., 1973, *Les Guizigas du Cameroun septentrional. L'organisation traditionnelle et sa mise en contestation*, Paris, ORSTOM.

Rocher, G., 1968, *Introduction à la sociologie*, Tome II et III, Paris, Seuil.

Santelli, E., 2001, *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne* Toulouse, PUM

Vincent, J.F.,1991, *Princes montagnards du Nord –Cameroun*, tome I et II, Paris l'Harmattan

2- Articles et communications

Abdoul-Aziz Yaouba, 1998, « le parcours politique de Abdoubagui Mohammadou (1921-1983) ». Revue Ngaoundéré Anthropos, Vol II, n° Spécial 1, pp.199-226

Barthélémy, P., 2002, « la professionnalisation des africaines en AOF (1920-1960) » *Vingtième siècle*. Revue d'histoire, 75, Juillet-Septembre, pp.35-46

Brelot, C., 2000, *Introduction Conflits et déclasséement : la légitimité de l'histoire des Élités en question*. Cahiers d'histoire, num 4.

Manheim, K., 1972, "The problem of generations" in *Essays on the sociology of knowledge*, London, Routledge &Keagan Paul,(1ère ed 1928)

Motaze Akam, 1998 ; « Migrations et reproduction des rapports sociaux dans le système lamidal du Nord-Cameroun ». *Annales de la Falsh*, vol III, Université de Ngaoundéré.

Holtedahl Lisbet, 1993, « Education, économie et « idéal de vie » : les femmes de Ngaoundéré ». In Boutrais J., éd *Peuples et cultures de l'Adamaoua*, Paris ORSTOM

Thierno Mouktar Bah et Gilbert Taguem Fah, 1993 « les élites musulmanes et la politiques au Cameroun sous administration française : 1945-1960 » .pp 103-133 In Boutrais J.,éd, Peuples et cultures de l'Adamaoua, Paris ORSTOM

Thierno Mouktar Bah., 1993, « le facteur peul et les relations interethniques dans l'Adamaoua au XIXè siècle ». Pp 61-86 In Boutrais J., éd, Peuples et cultures de l'Adamaoua, Paris ORSTOM

3- Mémoires et thèses

Ada Djabou, 2005, « Femmes Savoir et Politique au Nord Cameroun » , Mémoire de Dea d'Histoire Politique, Université de Ngaoundéré

Ahmadou Haman, 1996, « Les Massa de la rive gauche du Logone (Nord-Cameroun) : origine, migration et processus d'implantation », mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I.

Mahmoudou Djingui, 2000, « Le pouvoir, le savoir et la richesse : Les fulbé de Ngaoundéré face au processus de modernisation » PhD thesis, Vol I et II, University of Tromso.

Maimounatou, 2004, « Le tremplin politique d'Ahmadou Ahidjo » Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Ngaoundéré.

Mohamadou Salihou, 2001, « Le Belaka Mboum de Ngan-Ha : itinéraire et attributs du pouvoir (10è – 20è siècle)», Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Ngaoundéré

Sojip&Nizesété., 1998, « Jean Ndoumbe Oumar Ngaoundéré, premier maire noir au Nord-Cameroun. (1958-1963) ». *Revue Ngaoundéré Anthropos*, Vol II , n° Spécial 1, pp.255-277

Taguem Fah., 1997, « Les élites musulmanes et la politique au Cameroun. De la période française à nos jours », thèse de doctorat, Université de Yaoundé I

Ousmanou Adama, 2005, « Islam, Ethnie et Pouvoir dans le bassin du Lac Tchad de 1596 a 1997 : étude comparative du Cameroun, du Tchad et du Nigéria ». Mémoire de Dea, Université de Ngaoundéré.

Tassou André, 2005, «Evolution historique des villes du Nord-Cameroun (XIXè – Xxè siècle) : des cités traditionnelles aux villes modernes. Les cas de Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Mokolo, Guider et Meiganga.», thèse de Doctorat, Université de Ngaoundéré

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

4- Sources orales

Nom et prénoms	Age	Date et lieu de l'entretien
Mohamadou Abbo Tafida	43 ans	Le 12 Août 2006 Yarang
Mohamadou Laminou	45ans	Le 21 Mai à Yaoundé
Nya Baba	45 ans	Le 12 Septembre à Yarang
Yérima Mohamadou Abbo	57ans	Le 13 septembre à Yarang
Baka Haldou	73ans	Les 11 et 12 Août à Yarang
Alhadji Baba	58 ans	Le 15 septembre à Boumdjéré
Mohamadou Saliou	35ans	Le 15 septembre à Belaka